16e année - N° 148 L'ex. un franc 20 avril 1967

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale



(Gravé par Reto ROSSETTI)

Dans ce numéro :

LES LANGUES INTERNATIONALES

pages 5 et 6

RAPPORT D'ACTIVITE

des années 1965-1966-1967 (1er trimestre)

CE n'est pas croyable. Le temps passe à une vitesse que l'on ne saurait imaginer. Et les dix à douze heures journalières affectées à la revue, si elles me donnent parfois la migraine, passent comme un éclair, me laissant toujours avec du retard quant aux tâches à accomplir. Le dimanche est reconnaissable — non point parce qu'il est soi-disant le jour du Seigneur — mais parce qu'il demeure le jour sans courrier.

Comme il est impossible, par manque de temps, d'établir le fameux rapport — promis depuis longtemps — aux fins de publication « d'un seul tenant », je me vois obligé de le débiter, « en tranches », sur plusieurs numéros. Après tout ce ne sera peut-être pas plus mal comme ça.

LE BUT POURSUIVI. — Je pense qu'il est indispensable de commencer par cet aspect du problème. Voici tantôt quarante ans passés que je publie des organes dits : de « propagande ». Pour sa part, *Contre-courant* s'inscrit avec seize années d'existence, mais il n'est question ici que de la période : 1965-1er trimestre 1967 ; pour ne pas remonter plus haut.

Après un laps de temps, sur lequel je ne reviendrai pas, la revue partait fin décembre 64 avec 3 abonnés certains et... des espérances ! Le premier numéro parut sur vingt pages, les suivants (14) sur vingt-quatre pages. A la fin de 1965, les 3 premiers abonnés avaient fait des petits et se chiffraient à 714. En sorte qu'il semblait possible de passer à trente-six pages en maintenant le même rythme.

Un bon vent aidant, cette première « escalade » fut suivie, dès mars 66, d'une seconde progression qui portait la pagination à quarante pages et projetait les abonnements, en fin d'année, aux alentours de 1.150. Point sans mal, croyez-le bien. Sans être sensationnel, le résultat est là.

Continuant sur la lancée indiquée, le premier numéro — et les suivants — de 1967 paraissait sur 48 pages avec la publication du roman de Jules Vallès : *les Blouses*. L'expérience paraît probante puisque de nombreux abonnements continuent à se manifester en ce début d'année, grâce à une prospection patiente, systématique et... massive.

Par contre, sans que cela soit entièrement notre faute, la rotation basée sur quinze numéros l'an a fléchi. Les trois numéros du trimestre 67 correspondent à une parution mensuelle. Celui-ci, le quatrième, grignote un peu le retard pris et le prochain, s'il est possible, fera de même.

Beaucoup de lecteurs ont eu la gentillesse de me féliciter pour la tenue de *Contre-courant*. Je les en remercie

et j'aurai mauvaise grâce à dissimuler que je ne ménage pas ma peine et une satisfaction réelle de voir le fait reconnu. Disons-le nettement : *on peut* faire mieux, *on doit* faire mieux. Disons-le aussi, la revue est arrivée à ce point de développement que la tâche devient difficile pour faire simultanément face aux diverses exigences dudit développement. Ce qui demandait cinq à six heures de travail (je prends pour exemple les seules expéditions) au départ exige à présent trois journées complètes — dont la dernière comporte plus de quatorze heures d'un labeur fastidieux (de mise sous bande, confection des adresses, routage, livraison aux services des P.T.T.). Et ce n'est qu'un aperçu, car tout le reste est à l'avenant.

Pourtant, loin encore est le bout de la route ! Quelles sont donc nos aspirations ?

Elles paraissent simples. Faire de *Contre-courant* un magazine d'allure moderne, sans publicité, qui ne doublerait aucun des organes spécifiques, mais qui serait le reflet des idées sociales, dites avancées, dans ce qu'elles ont de similaires, aux nuances près évidemment. A cela s'ajouterait des rubriques de variétés, d'histoire sociale, etc.

Et surtout, ce qui devrait intéresser un large public qui se rabat souvent, faute de mieux, sur des hebdos politiques : TRAITER DE L'ACTUALITE dans l'esprit non-conformiste qui est le nôtre depuis la reprise d'activité. Certes, il y a là un sérieux saut à faire. Plusieurs problèmes importants à résoudre. *Car il ne saurait être question de suivre l'actualité avec un mensuel.*

Je songe donc à un *Contre-courant* qui paraîtrait sur 32 pages par exemple les 10, 20 et 30 de chaque mois (hormis les vacances). Se pose exigeante la question d'argent. Irritante, mais implacable. Une partie de ce que je fais sans rétribution, et sans joie réelle, devrait être confiée à une maison spécialisée (1). C'est loin d'être gratuit bien entendu. Pourtant, si la rentrée des abonnements s'accélère, *le trimensuel* n'est pas du domaine de l'utopie. Pas du tout !... Je vous l'assure.

Jusqu'ici je me suis abstenu de donner une publicité aux rentrées provenant de ce que j'ai appelé, au cours des années précédentes, « le coup d'épaule ». Beaucoup de nos amis, et je les en remercie, sans souci de voir paraître leur nom au palmarès, ont continué à fournir les fonds qui permettent de subvenir aux frais d'une importante prospection d' « abonnés possibles » (le cap des trente mille envois est dépassé) dont les résultats commencent à s'amorcer depuis six à sept mois.

J'ai commis là, en minimisant ces ressources, je le crois, une faute psychologique. Mais l'horripilante idée de tendre la sébille, même si le geste est justifié, l'a

---

(1) *Je fais allusion ici aux travaux routiniers nécessaires aux expéditions et seulement à eux.*

emporté. Question de caractère. Je renonce à ce silence et vais publier la liste depuis octobre dernier des dons volontaires qui ont permis, et permettront dorénavant, d'intensifier, si faire se peut, l'indispensable prospection ; seule publicité en faveur de notre revue, démunie pécunairement, qui ne peut se permettre de régler d'onéreux placards dans la presse-« sœur ».

Ce sera le sujet du second article de ce rapport.

L'animateur de « Contre-courant »

LIBRAIRIE SOCIALE

Contre-courant est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, nous donner de préférence avec le nom de l'auteur et du livre celui de l'éditeur pour faciliter les recherches.

COMMANDES et FONDS a adresser *nominalement* à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7e), 24, rue Pierre-Leroux.

(Les prix s'entendent franco de port.)

MONTESSORI Maria : *L'Enfant.* — Les idées de l'auteur dont Marcel Renot entretient nos lecteurs ont fait le tour du monde. Elles ont abouti à des méthodes nouvelles d'éducation qui s'étendent chaque jour davantage. Les observations de Montessori sur la vie de l'enfant intéresseront aussi bien les parents que l'éducateur. *Franco* 5,55

JUNG Carl-Gustave : *Essai d'exploration de l'inconscient.* — Un des rares textes publiés en français des *Œuvres complètes* de l'auteur qui comportent, en allemand, 18 volumes. Ce psychanaliste, évadé du sillage de Freud, étudie dans cet essai la fonction générale des rêves : leur importance, leur symbolisme, comment les analyser. Instructif et passionnant. *Franco* 5,55

JOEL DE ROSNAY : *Les origines de la vie.* — Les nouvelles théories de l'origine de la vie opposées aux anciennes. D'où vient la vie ? Le passage de l'inerte au vivant. Un mystère qui se dissipe peu à peu et dont l'explication scientifique anéantira la fable de la création de l'homme par Dieu. Nombreuses illustrations. *Franco* 6,70

L'INQUISITION par Guy et Jean Testas franco 3,60

LE FRONT POPULAIRE par G. Lefranc franco 3,60

(début du nouveau catalogue mis à jour : page 47)

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal et le service des livres, *nominalement*, à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e)
Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68

Ce qu'il faut dire

LES LANGUES INTERNATIONALES. — A diverses reprises, des militants bien intentionnés se sont étonnés de notre silence sur la question des langues auxiliaires qui, disaient-ils, méritaient de retenir l'attention de la rédaction de cette revue. Mieux, des partisans desdites langues ont envoyé à *Contre-courant* soit des placards, soit des communiqués, soit des lettres destinées à alerter ses lecteurs.

Je m'excuse d'avoir fait, jusqu'ici, la sourde oreille. En voici les raisons : deux années se sont écoulées depuis la reprise d'activité de notre titre. Il a fallu « refaire » le terrain perdu durant la période difficile que fut la sienne. Toute mon activité a été axée en direction de ce but et, s'il n'est pas atteint, il est indéniable que d'énormes progrès ont été enregistrés. Etait-ce alors le moment de lever un lièvre qui se fait fort de détaler à belles jambes dès qu'il en a l'occasion ; et pas toujours sur des chemins favorable à la cause envisagée. Je ne l'ai pas cru. J'ai peut-être eu tort. Ce qui est certain c'est que les amis qui m'ont sollicité, quelle que soit la direction qu'ils désiraient me voir emprunter, ont fait preuve d'une patience exemplaire.

L'heure semble être venue de tenter une confrontation objective, et si possible amicale, entre les tenants des divers systèmes. Connaissant la passion qui anime espérantistes, idistes, partisans de l'interlingua pour ne citer que les principales langues se voulant internationales, je me suis mis en rapport avec les divers secrétariats et je dois dire que les réponses qui me sont parvenues sont, somme toute, relativement satisfaisantes. Toutes sont accompagnées d'une documentation que ma médiocre aptitude à m'exprimer autrement qu'en français (je mets à part l'argot que, paradoxalement, je trouve évocatif et par là même enrichissant) ne m'a pas permis d'apprécier en son entier.

On sait de quoi il s'agit.

Depuis fort longtemps, des hommes de bonne volonté recherchent un moyen de s'exprimer universel qui ferait

tomber la barrière des langues, dialectes, idiomes nationaux ou régionaux, facilitant la compréhension entre les hommes, avec l'espoir de faire disparaître à tout jamais l'horrible fracas des armes.

Il y eut le *volapük,* que de beaux esprits ont tourné en dérision. Puis, vers 1887, un docteur polonais, Zamenhof, dont la silhouette figure sur notre couverture, lançait l'*espéranto.* Son succès ne s'affirma pas immédiatement, mais ceux qui se mirent en tête de le diffuser déployèrent une telle ardeur qu'ils réussirent à dissiper l'indifférence qui menaçait de lui faire subir le sort de son prédécesseur. Aujourd'hui il possède des adeptes un peu partout et il est même pris en considération par des organismes internationaux de poids.

Je n'ai pas l'intention de déflorer le sujet, mais il faut bien dire que l'espéranto, comme toutes les choses humaines, a eu des adaptateurs, des réformateurs dont le but, j'en suis persuadé, était de l'améliorer. Ainsi sont nées des variantes qui ont pris noms *occidental, ido, interlingua,* entre autres. Leurs succès ont été divers mais chacune en revendique plusieurs. Reste à savoir si l'éparpillement des propagandes en faveur de telle ou telle langue ne nuit pas au rayonnement que réaliserait un seul et unique langage. Les espérantistes me semblent être de cet avis. A cela les novateurs répliquent que seule la technique est à considérer et que la leur est meilleure.

Je me garderai bien de trancher la question. Je me contenterai de dire, bien que *Contre-courant* ne soit en aucune manière un champ clos ni qu'il faille en découdre :

ALLEZ, MESSIEURS !

Louis LOUVET

P.S. — *Au moment de boucler les formes nous apprenons la mort de CH. PAPILLON, l'un des militants les plus appréciés des langues internationales. Tous les amis qui l'ont connu ressentiront un choc douloureux à l'annonce de cette nouvelle navrante.* — L.L.

COMMUNIQUE

LIBRE-PENSEE DES YVELINES. — Conférence publique et contradictoire :

LAICITE TRIOMPHANTE

avec le concours de Jean Cornec, président de la Fédération des parents d'élèves des écoles publiques.

JEUDI 27 AVRIL à 20 h 45

Salle des conférences de la mairie de Versailles. Parents d'élèves, laïques, venez nombreux.

SÉQUELLES DES « LÉGISLATIVES »

Opinions et dialogues

AUX URNES, CITOYENS !

Misan. — *Alors, mon cher Philo, on vote, on vote... !*

Philo. — *L'ironie est facile, bien sûr, et vous avez, apparemment et pour les esprits dits affranchis, un semblant de raison de vous moquer du vote, et de son droit par-dessus le marché. Mais je voudrais savoir si vous êtes irréductiblement opposé à ce système d'organisation, quel que soit le but poursuivi, ou si vous en êtes simplement l'adversaire parce qu'il favorise momentanément un système social que vous réprouvez ?*

Misan. — *Quelle subtilité, cher ami, mais avant de vous répondre je pourrais vous rappeler qu'un vote donne inévitablement une majorité et, comme les majorités ont toujours tort, il me semble que...*

Philo. — *Vous esquivez la réponse et j'attendais mieux de votre jugement. Oui ou non êtes-vous partisan ou adversaire du vote lorsqu'il fait établir collectivement un choix entre plusieurs solutions possibles ? La vie sociale est un composé d'individus ayant des comportements divergents alors qu'une action collective, pour réalisation efficace et précise, intéressant la communauté, exige une unité de conception et d'exécution. Comment avec votre ironie tournerez-vous cette difficulté ?*

Misan. — *Vous m'embarrassez, bien sûr, avec votre précision, mais cela ne m'empêche point de penser que l'opinion de quatre sots ne vaut pas celle d'un homme intelligent et que votre système majoritaire...*

Philo. — *Attention l'ami ! je puis vous retourner la formule et vous dire qu'au lieu d'une majorité de sots il peut s'agir d'une majorité d'hommes intelligents et d'un solitaire réellement sot. D'ailleurs la question n'est pas là. Il faut, ne l'oublions pas, trouver un moyen de coordonner des volontés divergentes en vue d'une action, ou d'un but commun, qui nécessite l'entente et non la désunion. Devant cette difficulté, les groupements humains, depuis la nuit des temps, ont eu recours au dénombrement des partisans ou des adversaires des buts projetés et je ne connais point, en dehors de la violence ou d'un pouvoir personnel et despotique, d'autre moyen de résoudre cette obligation embarrassante d'un choix nécessaire.*

Misan. — *N'étant pas l'homme des foules, me méfiant d'elles, je laisse à d'autres la terrible responsabilité des décisions collectives, presque toujours déraisonnables. En petits groupes on peut discuter et parvenir, peut-être, sans vote, à une entente rationnelle sur des buts précis, limités*

aux intérêts du groupement. Quant au reste... D'ailleurs vous êtes dans l'erreur au sujet des difficultés surgies des désaccords entre les hommes. Les duels, les jugements de Dieu, les rixes, les combats, les guerres, sont autant de moyens de résoudre les différends individuels et sociaux qui les divisent tout en satisfaisant leurs instincts belliqueux. Que voulez-vous de plus ?

Philo. — *Il ne s'agit pas ici de destruction, mais de construction. Et vous vous gardez bien de proposer quoi que ce soit de raisonnable pour harmoniser les divergences humaines. Vous rejetez le vote par esprit de parti pris exclusif sans tenir compte des nécessités biologiques et sociales. Ne pouvant satisfaire votre désir d'absolu, vous rejetez tout le relatif des conditions de l'existence collective, seule réalité vous permettant de vivre parmi vos semblables. Et votre attitude n'a rien de constructif. Je pensais tout de même que, vous inspirant de notre immortel Rabelais, vous pencheriez peut-être vers le procédé du bon vivant Bridoie, ce juge facétieux qui rendait ses sentences en les jouant aux dés et qui reconnaissait qu'en vieillissant il lui arrivait parfois de se tromper, mais uniquement parce que, sa vue baissant, il ne distinguait plus très bien les points.*

Misan. — *Quelle riche idée et combien j'admire ce sage ! Quel beau spectacle qu'une assemblée jouant les réformes en dix-huit points et les impôts à quitte ou double ! C'est génial, incontestablement génial, et quelle simplification dans les mœurs !*

IXIGREC

LES RURAUX AUX URNES

Exploitants, le combat que vous livrez pour survivre est une aventure désespérée. N'attendez plus rien d'institutions économiques bonnes tout au plus à réduire votre ration de revenus pour que d'autres parties prenantes s'en gobergent à vos dépens. Ne vous illusionnez pas sur les avantages précaires que le pouvoir s'efforce de faire miroiter à vos yeux. Plus on vous en donne, plus on vous prend et moins il vous en reste. C'est là une règle qui vaut pour les ruraux comme elle vaut pour les personnels salariés.

Les charges de l'Etat progressent rapidement. Elles absorberont bientôt plus des trois quarts de vos revenus et cette part qui vous est enlevée est redistribuée, transferée aux entreprises privilégiées approvisionnant les commandes de l'Etat. Vos enfants sont déjà chassés de la terre. Les grandes compagnies financières, des sociétés étrangères, s'apprêtent à s'emparer de vos biens et feront de vous des salariés que l'on déportera au gré des exigences du capital.

Alors que le progrès technique aurait dû apporter à chacun plus de bien-être, plus de loisirs et d'abondance,

son effet se traduit en milieu rural par un gigantesque endettement de la paysannerie, endettement dont profitent seulement les hommes de banque et les administrateurs des entreprises qui vous livrent, avec usure, votre matériel agricole et vos engrais. Les lois du marché vous sont impitoyables. Victimes de trop belles récoltes qui causent l'effondrement des prix — à la production —, vous voyez les intermédiaires s'enrichir au-delà de toute décence sur votre dos et sur celui du consommateur à revenus fixes. On vous prêche la productivité, mais dès que le marché — où se présentent seulement les besoins solvables — apparaît saturé, les prix s'effondrent et c'est donc une productivité qui coûte fort cher à votre bourse et à celle des contribuables à revenus fixes, l'Etat devant racheter, avec votre propre argent, les denrées produites en excédent.

Cette politique agricole malthusienne est imposée par nos usages monétaires, par notre système financier, ce dernier ne permettant pas d'écouler les biens hors des limites des marchés, même si d'immenses besoins restent comprimés chez tant de familles à l'intérieur d'un revenu trop étroit, à progression infiniment trop lente. On veut envoyer au loin vos enfants grossir les rangs des travailleurs de médiocre qualification. Pourtant que de tâches *utiles* restent à accomplir en milieu rural ! A proximité même de vos centres, tout est encore à faire : moderniser les habitats, les équiper en eau chaude et froide courante, entretenir vos chemins, simplifier le travail à la ferme, alléger les tâches de vos ménagères, réduire vos allées et venues, construire à l'intention des jeunes, des équipements sportifs et culturels, approvisionner et meubler vos loisirs.

Nous subissons le capitalisme comme un moindre mal au regard d'un socialisme peu engageant pour les possédants et pour les indépendants, et d'un communisme qui n'a pas su encore se définir et qui prend figure d'épouvantail. Il y a cependant une issue à vos difficultés, un moyen d'en sortir sans barricades, sans violences. Notre monde ne retrouvera son équilibre, un rythme de vie plus paisible, que par un retour aux *communautés de travail,* fonctionnant dans un cadre économique adéquat, administrées à hauteur d'homme, à l'échelon des syndicats de communes, du moins en ce qui concerne les questions ne relevant pas d'une décision plus centralisée.

Mais ce n'est pas en accordant votre confiance aux hommes de banque, enracinés dans d'exorbitants privilèges, que vous devez espérer changer votre façon de vivre. Tout au plus, vous enverra-t-on grossir le triste troupeau des encagés d'autres Sarcelles. Vous continuerez, comme aujourd'hui, à travailler la moitié de votre temps pour organiser la banque et l'autre moitié à produire des denrées qu'il vous faudra détruire ou stocker, à moins d'imiter les fermiers américains qui gagnent plus d'argent à laisser leurs terres en friche qu'à les cultiver pour nourrir leurs semblables...

Tout cela est monstrueusement anormal, inhumain à une époque où, dans le monde, 300 millions d'enfants vivent avec des rations qui ne permettraient pas à des rats de vivre plus de trois jours et où, dans nos régions même, tant de détresses se cachent. honteuses, n'osant se pointer aux soupes populaires.

Le régime s'est déconsidéré. Il a perdu ainsi toute justification morale. L'argent a tout pourri. C'est tout cela qu'il faut changer. Vous ferez choix d'hommes qui prendront devant vous l'engagement de réunir sans tarder une commission pour l'étude et la mise au point d'institutions économiques nouvelles. De telles recherches sont déjà en cours et ont atteint un stade fort avancé (1).

Il est certain que ni Marx ni aucun des doctrinaires du socialisme traditionnel n'ont songé à projeter la recherche économique hors du moule imposé par nos vieux usages monétaires. C'est pourtant cette incursion dans un domaine insoupçonné qui a ouvert des perspectives allant bien au-delà des vues les plus optimistes. Une civilisation nouvelle nous attend. Grâce à l'explosion du progrès technique et scientifique dont notre siècle est témoin, elle peut surgir dès demain et nous combler de ses bienfaits en changeant complètement nos genres de vie.

Vous direz non à la prolongation d'un régime économique qui laisse, en permanence, des millions de familles logées dans les taudis ; vous direz non à un régime qui consacre des millions de vieillards indigents ; vous direz non à un régime qui prive toute une jeunesse de culture et d'idéal ; vous direz non à un régime dont le seul moyen de survie est la guerre ou sa préparation, le gaspillage constant des ressources naturelles, la prostitution du travail au service de tant d'inutilités.

Vous allez marquer votre volonté de renouveau, marquer votre volonté de voir soumettre à l'approbation du pays, une constitution neuve, hardie, véritablement sociale, révolutionnaire dans sa conception économique, impliquant de nouveaux usages monétaires, et un système de prix tel qu'il soit en mesure d'écouler, en toutes circonstances, tout ce qu'il est techniquement et matériellement possible de produire d'*utile* pour répondre à l'immensité des besoins individuels et collectifs. Du même coup se trouveront réglés, durablement, la plupart de vos problèmes personnels et familiaux nés de l'insécurité du revenu et de votre endettement.

Aux personnes âgées, le système nouveau doit pouvoir offrir une retraite à part entière, un revenu correspondant à leur genre de vie. Aux jeunes, il ouvre des perspectives exaltantes, la certitude de pouvoir fonder un foyer sans problèmes, la possibilité de s'instruire, de se cultiver, de s'orienter vers un métier de leur choix, d'utiliser leurs compétences à l'optimum de rendement, non

(1) « L'An 2.000 — Une révolution sans perdants » *(en vente à la librairie de* Contre-courant ; *franco :* 11,50).

pour accomplir des tâches stupides ou vaines, mais pour en accomplir qui servent autrui autant qu'eux-mêmes, des tâches répondant à des services désirés, appréciés. Aux femmes, il procurera un allégement de leurs fatigues, une meilleure organisation de leurs travaux ménagers, grâce à des dispositions d'entraide. Elles seront dispensées, si elles le souhaitent, d'avoir à s'employer hors de leur foyer. Le système doit les assurer d'une existence exempte de tracas financiers, d'inquiétude concernant leur avenir et celui de leurs enfants.

Quant aux exploitants, ils y gagneront un revenu indépendant de la météorologie, indépendant des aléas du marché, de la maladie, des accidents, des sinistres. Ce revenu représentera leur quote-part de l'ensemble de la production nationale, celle à laquelle leurs efforts leur donnent droit. Pourquoi, en effet, pénaliser les malchanceux si les capacités de production permettent de faire face, sans discontinuer, à un même volume de besoins ? Chacun sait bien que nombre des réalisations estimées souhaitables sont entravées, à l'heure actuelle, non pour des motifs d'ordre matériel ou technique ou par des insuffisances de main-d'œuvre, mais par des obstacles purement financiers dont il faut imputer l'origine à des usages monétaires datant de Babylone.

Il est indispensable et urgent, si l'on veut réellement combattre les gaspillages qui frustrent tant de consommateurs, si l'on veut lutter contre le malthusianisme, contre l'amoralité, contre l'inhumanité du système financier, si chacun souhaite voir apporter à ses problèmes personnels et familiaux des solutions générales et durables, que nos centres de décision se penchent sur l'étude et la mise au point d'un nouveau cadre, d'un nouveau modèle économique.

Il va sans dire que cette action s'en trouvera singulièrement hâtée si vous envoyez au parlement des délégués décidés à prendre en charge ce programme de rénovation économique. Si, parmi les candidats qui se présentent à vos suffrages, il ne s'en trouve aucun pour vous donner cette assurance, alors : ABSTENEZ-VOUS ou VOTEZ NUL.

Votre vote négatif aura la signification d'un appel au référendum POUR ou CONTRE un changement de nos institutions économiques. Que demain la majorité soit de gauche ou de droite le programme qu'elle soutiendra ne recueillera toujours que l'adhésion d'une minorité, ce qui n'empêchera pas cette fausse majorité de parler et de légiférer au nom de la nation tout entière, de lui imposer son diktat. Il en irait tout autrement si le nombre des abstentionnistes devait couvrir, de loin, celui des suffrages exprimés. Un nouveau dialogue devrait alors nécessairement s'engager entre le pouvoir et l'électorat.

Votre devoir civique n'est pas de voter *oui* pour tel ou tel candidat. Il consiste pareillement à manifester votre opposition à la loi électorale, à un mode de scrutin,

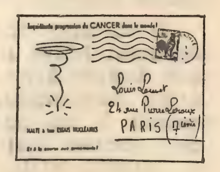
à un certain découpage des circonscriptions, à récuser en bloc *tous* les candidats si aucun n'a accepté de prendre en considération vos désidératas, enfin il consiste à exprimer implicitement l'appel au référendum. Participer au jeu électoral, dans les conditions actuelles, c'est délivrer un blanc-seing au pouvoir exercé au nom d'une fraction minoritaire de l'opinion, mais en règle vis-à-vis de la démocratie telle que des conventions l'on définie.

Il faut le dire et le répéter : l'utopie, c'est de croire encore aux vertus de l'économie de profits et d'investissements, dévoreuse de ricehsses prélevées sur les fruits du travail, étrangère aux préoccupations d'ordre seulement humain. Les démagogues sont ceux-là qui promettent une amélioration sensible et durable des conditions de vie, tout en s'abstenant de souscrire à la nécessité d'apporter des changements profonds aux institutions économiques, aux usages monétaires du temps présent.

Plus d'endettement ni d'impôts ; la sécurité pour tous ; une entraide féconde se substituant aux luttes inhumaines où se consumment inutilement tant d'efforts : voilà ce à quoi nous pouvons prétendre, à condition d'en vouloir et d'en forger les moyens. Si nous le voulons, si vous le voulez, nous pouvons, ensemble, changer radicalement nos genres de vie, conquérir la sécurité du revenu, retrouver un meilleur équilibre de vie et enrichir notre loisir.

Henri MULLER

LE LECTEUR DONNE SON AVIS



Monsieur Louis LOUVET

Je viens de lire votre article : « Alors ces législatives ? » Permettez-moi de ne pas considérer favorablement votre point de vue, que j'ai longtemps examiné et compris, mais que je n'ai jamais suivi, car s'il y a la raison, il y a aussi la logique. Le bulletin de vote, c'est la goutte d'eau qui avec d'autres gouttes formera le torrent qui emportera le vieux pont dont les arches forment obstacle à son écoulement... Ensuite le béton armé permettra la construction d'une seule arche, sous laquelle le fleuve coulera tranquille, malgré les orages.

La logique me commande de voter à gauche, parce que, comme disait Edouard Herriot : « La république n'a

pas d'ennemis à gauche.» De plus, la gauche est contre la guerre et contre les religions, c'est-à-dire contre la force brutale, sans conscience, et contre le bourrage de crânes.

Pensez-vous en payant vos impôts à ce que vous versez indirectement aux curés d'Uruffe et d'ailleurs. Puis, quand le feu qui couve menace l'immeuble, ne doit-on pas participer à la corvée d'eau pour en empêcher la destruction, sans invoquer le prétexte que le commerçant du rez-de-chaussée est un Juif, que celui du premier est un trafiquant, que la dame du second vit de ses charmes, etc. Car moi qui habite le sixième, sous quelle arche de pont irais-je me réfugier si tout s'effondre.

Si les 15 *ou* 20 *pour* 100 *qui sont abstentionnistes écoutaient la logique, si les femmes n'écoutaient pas leurs confesseurs pour voter, la république, la vraie, ne serait pas en péril et l'on ne parlerait pas en* 1967 *de pouvoir personnel. J'ai connu l'époque de* 1900, *puisque je suis de* 1889. *On ignorait la mécanique automobile (à part quelques pionniers), mais on savait approfondir les choses et comprendre la vraie liberté et la vraie bonté.*

Je ne suis inscrit à aucun parti et je ne crois pas qu'un parti communiste imposerait une dictature de logique et de cœur aux Gaulois que nous sommes, sans que nous soyons tous d'accord. Car un régime genre Franco ou Salazar ne peut tenir qu'avec l'appui de la religion et de certains militaires.

Le Français accepterait plus facilement une république telle que la conçoit Jacques Duboin, auteur des théories abondancistes. En Russie il y avait 95 *pour* 100 *d'illettrés. Aujourd'hui une dictature genre Staline n'y serait plus possible. Quand on sait se conduire, on n'a pas besoin d'un « guide », qui vous fait prendre de mauvais raccourcis, alors que la grand-route évite les taillis de la forêt.*

Admettez-vous qu'un humain se juge supérieur en valeur à 50 *millions d'autres hommes et s'autorise à disposer de leurs vies suivant une fantaisie quelconque. Lisez ce qu'à écrit Jean Rostand. Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pouvoir voter pour un parti plus à gauche que*

VOUS AVEZ REÇU :

un exemplaire de ce numéro, sans l'avoir sollicité. Il vous a été adressé afin de lier connaissance et vous inciter à appuyer notre travail par votre abonnement. Nous ne poursuivons aucun but lucratif : rédaction, collaborations et administration sont assurées bénévolement. L'augmentation du nombre des abonnements, les souscriptions « coup d'épaule » servent à améliorer la pagination et la présentation de la revue. Votre adhésion personnelle fera plaisir à tous.

ceux existants. Un ami de mon père disait vers 1904 *: sans curés ni militaires, le paradis serait sur terre. Comme il était venu un soir, avant que mon père soit rentré, je lui demandai ce que cela voulait dire. Il me répondit : sans bourrage de crânes et sans abus de la force les peuples vivraient heureux. Je crois que cela est de plus en plus vrai aujourd'hui.*

Alors ce pauvre bulletin de vote qu'on nous accorde et dont tant devraient se servir pour aller au petit coin, plutôt que de le mettre dans une urne... utilisez-le pour que toutes les gouttes d'eau renversent le vieux pont... à péage.

Veuillez agréer, Monsieur, mes plus empressées salutations.

Ferdinand POUGET

P.S. — Il ne faut pas confondre la politique de quelques-uns, qu'elle enrichit prodigieusement, avec le bon sens de ceux qu'elle appauvrit.

« L'EN-DEHORS » FACE A LA POLITIQUE ELECTORALE

L'*en-dehors* exprime sa profession de foi à peu près en ces termes : « Je ne reconnais pas la suprématie de l'argent. Je n'admets pas le principe de la propriété foncière. Le soleil brille pour tout le monde. La nature ne reconnaît pas l'accaparement du sol par des individualités au détriment de la communauté. Je n'admets pas que vous me contraignez à tuer, sous quelque prétexte que ce soit. Je ne reconnais pas l'arbitraire de vos lois. Je m'y soumets par contrainte, je ne m'y soumets pas par acquiescement. »

Ceci dit, il nous faut bien reconnaître que la pratique intégrale des théories de l'*en-dehors* est d'une impossibilité absolue dans notre monde entassé, surpeuplé, surindustrialisé, surcommercialisé, surorganisé, surmystifié. Pour pouvoir se soustraire, ne fût-ce que partiellement à cette surcivilisation qui nous étouffe, il faudrait pouvoir : ou retourner à l'état sauvage, ou se réfugier dans un coin perdu de campagne en subvenant à sa subsistance par ses propres efforts. Ce qui de nos jours est hors de question.

Et pourtant l'idée de l'*en-dehors* prend corps parmi les jeunes, dont certains passent à une pratique occasionnelle en se faisant clochards ou beatniks. Quelques rares institutions sociales subsistent encore à notre présente époque, auxquelles l'adhésion n'est pas imposée par force d'autorité. C'est en refusant de participer volontairement à ces institutions que l'*en-dehors* peut encore affirmer son souci d'indépendance.

La politique, dite démocratique, caractérisée par le système électoral, lequel est sensé représenter et exécuter

les volontés du peuple, est une des dernières organisations sociales qui n'impose pas une participation active individuelle. L'électeur — en France du moins — n'est pas forcé de se présenter aux urnes s'il préfère aller pêcher à la ligne.

L'*en-dehors* s'abstient donc totalement en matière électorale. Voter, c'est abdiquer son indépendance, c'est accepter d'être dirigé. Au politicien qui sollicite son vote, l'*en-dehors* répond en substance : « Je m'estime moins bête et moins malhonnête que toi. Pourquoi voudrais-tu que je vote pour toi ? Je sais ce que je veux, ce n'est pas toi qui me le fera obtenir. »

L'*en-dehors* n'est pas dupe. Il n'ignore pas que les élections ne sont qu'une vaste attrape-nigauds dont l'intention première est de bluffer l'électorat, en faisant croire à l'âne qu'il choisit son propre ânier. Il sait fort bien que le politicien n'est qu'un combinard qui ne se soucie que de sa gloriole et de ses intérêts personnels. Et qui, une fois en place, se moque carrément de ses électeurs. Ce politicien n'est même pas maître de ses propres opinions ni de sa conscience. Il est asservi à un parti dont il est forcé de suivre les directives, à tel point qu'il ne se donne même pas la peine d'assister aux assemblées (1).

La grande majorité des parlementaires sont, on le sait, de leur premier métier des avocats, donc des ergoteurs professionnels, experts en méthodes dilatoires pour renvoyer aux calendes les décisions indésirables lorsqu'elles lèsent certains intérêts particuliers ; ou alternativement de faire passer à la dérobade des décisions malvenues du public.

« Mais si tout le monde s'abstient, ne risque-t-on pas de se voir imposer une dictature ? » C'est l'argument qu'on oppose couramment à l'abstentionniste. Admettons. Et après ? Cela changera-t-il quoi que ce soit au sort des citoyens ? Ne sommes-nous pas administrés au moyen d'une dictature qui s'exerce en sourdine, qui manipule à son gré les marionnettes que sont les parlementaires ? Les parlements ont-ils jamais été consultés sur la force de frappe, sur les manipulations monétaires, sur les tractations du Marché Commun ?

Une certitude qu'on peut garantir à l'électeur-gogo, c'est que le jour où il sera décidé de lâcher des bombes on ne sollicitera ni son avis ni celui de son député.

Et puis, la dictature a quand même un avantage. Il sera toujours plus aisé de se débarrasser d'un dictateur indésiré (voir Mussolini) que d'une clique de 500 pantins agglutinés à l'assiette au beurre.

René ANSAY

---

(1) *A une récente séance du parlement anglais, où devait se discuter un projet relativement important,* 17 *députés étaient présents sur un total de* 480.

LE « DEISME » DE VOLTAIRE

Je veux aimer ce Dieu, je cherche en lui mon père,
On me montre un tyran que nous devons haïr.
Il créa les humains à lui-même semblable
Afin de les mieux avilir ;
Il nous donna des cœurs coupables
Pour avoir droit de nous punir ;
Il nous fit aimer le plaisir
Pour mieux nous tourmenter par des maux
[effroyables,
Qu'un miracle éternel empêche de finir.
Il venait de créer un homme à son image
On l'en voit soudain repentir
Comme si l'ouvrier n'avait pas dû sentir
Les défauts de son propre ouvrage...

VOLTAIRE

(Epître à Uranie)

QUELQUES VERS DE VICTOR HUGO

J'admire, ô vérité, plus que toute auréole,
Plus que le nimbe ardent des saints en oraison,
Plus que les trônes d'or devant qui tout s'efface,
L'ombre que font sur ta face
Les barreaux d'une prison.
« Les Châtiments » (V. Hugo), livre IV, 12

Les BLOUSES

A partir du numéro de janvier (145), « Contre-courant » publie le roman de Jules Vallès « Les Blouses », récit anecdotique d'une jacquerie villageoise un an avant la Révolution de 1848. Le fascicule de 16 pages, paraissant dans chaque numéro et comportant une partie de ce roman sera remplacé, dans les exemplaires envoyés à titre d'essai d'abonnement, par un texte paru antérieurement. Toutefois, un envoi des fascicules édités **sera assuré aux nouveaux abonnés de 1967,** afin qu'ils soient en possession de l'œuvre — illustrée — complète lorsqu'en sera terminée la publication.



VUE GENERALE DU PUY-EN-VELAY OU EST NE VALLES

— C'est donc toi ! fait le bourgeois épaulant et mettant Velin en joue.

Celui-ci ne répond rien ; il va droit au fusil, il le prend, et veut en abattre le canon. Une détonation ! De la fumée... Un homme tournant sur lui-même, les entrailles hors du ventre, murmure :

— Je suis mort !

Il est tombé à la renverse, les bras en croix. Sa blouse brûle. La charge y a mis le feu. Fombertot empoigne le coin de cette blouse et piétine sur l'étoffe tordue et enflammée pour l'éteindre. Il écrase presque les côtes du moribond sous son gros
écrase presque les côtes du moribond sous son gros
soulier. Il se tourne vers celui qui a tiré et dit :

— C'est un crime...

VI

De la rue on a entendu le coup de feu. La maison est envahie. Le premier qui entra trébucha sur le corps du blessé et tomba gauchement ; il se releva avec une tache de sang large et laide sur sa blouse.

— Emportez-moi ! fit l'agonisant d'une voix suppliante...

Et on l'emporta, flasque et lourd, comme le sac de blé qu'on avait posé en croix sur deux fourches.

Fombertot précédait le cortège, devant lequel le rassemblement s'ouvrait avec terreur, terreur de surprise qui fit place à la fureur. Comme un éclair, elle embrasa cette foule.

— A mort ! A mort !

Cela jaillit des poitrines de tous, tandis que Fombertot, levant les bras au ciel, répétait :

— C'est un crime !

— A mort ! A mort !

Le fils de la vieille regarda sa mère en brandissant sa faulx.

— Oui ! répondit le regard de la mère.

Et le porteur de faulx et, derrière lui, le torrent s'engouffrèrent dans l'escalier. En un instant, dix faulx, dix fourches, prises on ne sait où, sortent de terre et montrent leurs mâchoires ébréchées. Quelques-unes ont les dents cassées pour que la blessure soit plus affreuse et devienne mortelle.

— A mort ! A mort !

L'homme est monté au premier étage.

— Jetez votre fusil, et rendez-vous ! crie Monneron, qui met sa poitrine devant les fourches au risque d'être cloué contre la muraille : déjà sa blouse est trouée et mordue !... Il aurait peut-être sauvé l'autre en se faisant blesser, en offrant des gouttes de son sang.

Mais Chambert menace de faire feu. C'est fini ; Monneron est écarté, débordé.

— A mort ! A mort !

Celui qui tenait le fusil devient alors livide comme un cadavre ! Il avait paru brave tant qu'il avait pensé les effrayer en les mettant en joue. Maintenant, il lâche son arme et s'enfuit par les corridors. Il se jette dans une chambre, trouve une armoire ouverte et s'y blottit. La foule arrive. Elle ne voit rien. Elle va se retirer, chercher ailleurs. Mais on entend une voix qui crie :

— Faites-le prisonnier : ne le tuez pas !

C'est la voix de Fombertot qui revient de porter Velin à l'hospice ; il se cramponne aux basques de ceux qui veulent venger leur camarade foudroyé.

Le meurtrier se dit qu'on va le découvrir ! Qu'une des cognées enfoncera le battant de l'armoire et qu'il sera alors exterminé sans avoir le temps de jeter un mot, tandis que Fombertot sera peut-être trop loin pour détourner le coup mortel ! Il surgit, court à Fombertot en demandant grâce.

C'est déchirant et horrible. Fombertot l'enveloppe de ses bras, veut gagner du temps.

— Nous le jugerons, dit-il.

— Il est jugé ! dit la vieille.

Fourches, faulx et cognées entrecroisent leurs fers et grincent des dents ; mais Fombertot s'offre à la mort, et c'est lui qu'on va tuer !

La lutte est drue. Il cache contre sa poitrine et dans ses bras la tête et la poitrine de celui qu'il défend. Mais une hache, lancée à la volée, atteint tout de même Chambert au front. Sentant son sang couler, celui-ci devient fou d'épouvante, se dégage lui-même de l'étreinte protectrice de Fombertot, se précipite dans l'escalier, et, sanglant, les cheveux hérissés, les bras au ciel, traverse la cour, la rue.

— A mort ! A mort !

Il court plus fort, l'écume aux lèvres, les yeux hagards...

— Sauvez-moi ! sauvez-moi !

Il cherche un homme qui le hèle, une main qui le prenne. Rien ! rien !... Et, derrière lui, la meute galope et hurle comme une horde de loups ! Il crie encore une fois : « Sauvez-moi ! », d'un ton à fendre l'âme.

Cri de dément ! Il ne s'arrêtait pas pour voir ceux qui pouvaient le sauver ! Et il ne put qu'aller rouler au fond d'une boutique déserte, qu'il vit ouverte devant lui, et qu'il traversa d'un bond.

— Où est-il ? Où est-il ?

Ils allaient, tendant le nez, à la façon des chiens qui suivent à la piste, pour le dévorer, un sanglier blessé. On le trouva se cachant la tête comme une autruche et riant de terreur, fourré entre deux lits, au fond d'une alcôve noire et sale...

— Grâce ! grâce : cria-t-il de nouveau avec son rire d'aliéné.

— Tu n'as pas fait grâce à Velin, brigand !

Mais à ce moment, une demi-douzaine d'hommes, moitié habits, moitié blouses, apparaît, André en tête ! Ils plongent dans le tas.

— Ce sont les républicains ! crient les paysans.

C'étaient eux, en effet. Le café où André et le Parisien attendaient les nouvelles était juste en face de la boutique du bourrelier où s'était abattu le fuyard, et ses hurlements d'effroi étaient venus leur déchirer l'oreille et le cœur. Malgré la consigne de rester dans l'ombre, André, le Parisien et d'autres conjurés étaient sortis en entendant ces appels d'agonie et le bruit de cette tourmente humaine ! Juliard, qui avait suivi tout le drame, vint près d'eux :

— Peut-être, dit-il tout bas à André, peut-être est-ce le moment de courir au rendez-vous des sections, et de les amener autour de ce cadavre, dont le sang va griser la foule, pour changer en rébellion ce qui va devenir une boucherie ?

Il retenait André par le bras, et il prenait le temps de parler en conspirateur, l'éclair aux yeux, la phrase révolutionnaire aux lèvres, mettant la cause au-dessus du salut d'un homme. André se débattait :

— Sauvons d'abord ce malheureux !

— Vous ne le sauverez pas ! Ils vont vous tuer avec lui. Je vous l'ai déjà dit, les masses frappent en aveugles. J'aime mieux être fusillé dans deux heures, après avoir essayé l'insurrection...

Il se tourna vers le Parisien et les camarades.

— Ne laissez pas assassiner André à côté de l'assassin ; empêchez qu'il ne se fasse massacrer pour ce misérable. Moi, j'ai mon idée, je m'y accroche. Je cours au rendez-vous du bois. Dans deux heures, je reviens ; et si Bonnel m'en croit, nous attaquerons. Restez vivants jusque-là, au nom de la République, sacrebleu !

Il se dégagea de la cohue, rentra dans la maison du comité, tira de l'écurie un cheval qui attendait, tout prêt, sauta en selle, sortit au pas par la ruelle ; mais à peine arrivé à la grand-route, il

tapa des talons le ventre de sa monture et partit au triple galop. A le voir ainsi dévorer l'espace, les ouvriers et les paysans des villages éparpillés sur la route, qui avaient entendu sonner le tocsin, se demandaient s'il n'était pas un messager de malheur. Ils étaient tout étonnés de ne pas lui voir sur le dos un uniforme de gendarme ou de soldat.

Ils ne savaient pas, les simples, qu'il y a des hommes sans galons ni képi qui sont des officiers tout de même : les officiers de la révolte en habit et en blouse. Juliard arrêta brusquement son cheval près d'un arbre et tourna à gauche, s'engageant sous bois. Il se dressa sur les étriers pour chercher un signal qu'il aperçut au loin. Il parut satisfait, et ouvrant la bouche, élargissant sa poitrine, il aspira l'air comme un plongeur en avale des gorgées avant de piquer sa tête dans le risque.

Dix minutes après, il rencontrait un homme qu'il reconnaissait. C'était un éclaireur du comité. Silencieux, ils prirent un chemin de traverse et entrèrent par le verger dans une ferme. Sous les toits, une chambre qui dominait toute la campagne servait d'observatoire et de salle de conseil aux chefs de la société secrète. Mis sur pied par les nouvelles de Buzançais, mis en éveil par les propositions de combat que venait de leur apporter Bonnel, ils furent tout secoués par l'arrivée de Juliard, couvert de boue, et jetant sur le tapis le cadavre de l'assassiné, couvert de sang.

Il y eut un moment de silence ; tous regardaient Bonnel. Son âge, sa tête puissante, son air de résolution, en faisaient le chef actuel de ces réunions.

— Eh bien ! dit-il en réponse, je crois qu'il faut décider la bataille.

Il se tourna vers un personnage à mine de soldat, redingote boutonnée haut, visage osseux, teint brun, forte moustache, cheveux courts, avec des yeux qui brillaient, très noirs, sous la voûte de son front bombé et dur.

— Capitaine, cela dépend de vous. Entre vos mains est le sort du complot. Votre épée est-elle prête à se montrer, au clair, près de la faulx de nos paysans ?

Le capitaine, sobre de gestes et de mots, pria Juliard de raconter une fois encore l'assassinat tout frais et l'attitude de la foule contre l'assassin. Il écouta, le visage impassible ; mais quand Juliard eut fini, il se leva et dit :

— Non. Je ne serai pas avec vous. Le mouvement a tourné au massacre. C'est salir un drapeau que de le frotter à l'assassinat. Je ne me mêlerai pas aux malfaiteurs de Buzançais... Si, un jour, vous êtes prêts à attaquer, avec un plan d'organisation, une discipline, avec des hommes que vous connaissiez et dont vous puissiez répondre, je reviendrai, je vous l'ai promis et tiendrai ma parole. Mais je refuse de m'engager dans un chemin qui, déjà, a un embranchement sur le bagne, en compagnie de misérables porteurs de fourches, qui ont commencé par vouloir assommer votre fils adoptif quand on a parlé de République, et qui sont en train, sans doute, à ce moment, de dépecer un homme... Je veux bien mourir d'une balle dans le combat ; je monterai la tête haute sur l'échafaud politique, mais je ne veux pas aller aux galères ou être guillotiné comme complice d'une tourbe qui n'obéira ni à vous ni à moi, qui n'obéit qu'à ses instincts d'animal blessé et féroce... Avec vous, citoyens, avec vous, oui. Avec des inconnus, non ! Il se réassit.

Le vieux Bonnel se leva à son tour. Il ne répondit pas directement à celui qui venait de lui parler. Il s'adressa à tous, l'air calme, la voix grave, les fouillant des yeux, et tâchant de faire entrer dans les âmes l'éclair de son regard et de sa conviction.

— Citoyens, s'il n'y avait que Buzançais qui ait faim, ce ne serait point assez pour nous livrer à l'aventure. Mais, autour de Buzançais, à trente lieues à la ronde (et non pas seulement dans ce département, mais dans les départements voisins, je pourrais dire dans tous les départements pauvres de France), partout le prix du pain monte ; et la colère du peuple finira bien par monter aussi, tant sa souffrance est affreuse !... Si vous saviez tout ce que j'ai vu dans mon voyage à travers le Nord, quand vous m'avez confié la mission de relier entre eux nos comités révolutionnaires ! Il passa la main sur son front avec un geste de douleur.

— J'ai vu des bandes d'hommes et de femmes courir la campagne, pieds nus, en guenilles, tendant la main, demandant, sur des airs de cantique, la charité, montrant leurs enfants amaigris... J'ai vu, dans dix endroits, ces processions de la famine, ces promenades de loqueteux pénitents, les « chaînes de misère » plus tristes à rencontrer que la chaîne des galériens !... Malheureux et forçats se sont croisés un jour sur une route ! Les forçats riaient au nez des ouvriers et des paysans, en agitant le pain tout frais que venait de leur distribuer le garde-chiourme, et ils leur criaient : « Volez ou chourinez donc, vous en aurez comme ça tout cuit, tous les matins, même s'il coûte quarante sous les quatre livres chez le boulanger !... » J'ai vu cela ; puis les bandes de travailleurs en haillons repartir la tête basse, les pieds saignants, s'arrêtant aux grilles des châteaux, devant les portes des riches, en levant les bras et en demandant du pain, comme on demande pardon pour un crime. La nuit, ces supplications étaient lamentables ; dans la plaine, on aurait dit des chiens aboyant à la mort ! Mais les chiens déterrent leur pitance, tandis que les pauvres qui arrachent quelque chose du sol pour s'en nourrir sont arrêtés et vont en prison... Alors, nous nous sommes dit que le moment était bon, que nous devions entrer en ligne, apparaître devant cette armée toute prête d'hommes sans souliers, sans abri, sans pain... que tôt ou tard, ici ou là, un hurlement de révolte sortirait sûrement de ces poitrines qui montrent les côtes !... Buzançais a commencé. Il y a eu un homme assassiné au moment où cet homme venait demander, sans armes, qu'on signât une promesse pour le prix du blé. La foule, dites-vous, va dépecer le tueur ? C'est possible. Mais voilà bien pourquoi je vous supplie de revenir sur votre décision et vous demande, au contraire, d'aller à marches forcées du côté des émeutiers de Buzançais !

— Non ! répéta l'officier.

— Vous persistez à dire « non ! » ? fit Bonnel sortant de son calme. Vous refusez de nous aider à détourner cette inutile tuerie dans le sens de l'insurrection. Mais pourquoi donc vous êtes-vous mis des nôtres ?... Croyez-vous que la révolution

demande seulement qu'on expose sa liberté et sa vie ? Elle veut qu'on expose au besoin son honneur, elle exige qu'on se résigne à la solidarité des crimes, quand ces crimes sont des crimes publics nés de la famine, issus du désespoir !

Il y eut un mouvement d'émotion, et le capitaine interpellé releva la tête brusquement. Le vieux Bonnel continua :

— Vous êtes officier dans l'armée, où il y a la tradition du dévouement et de la fidélité au roi. Mais vous avez rompu avec cette tradition, puisque vous vous êtes mêlé aux conspirations militaires tramées autour de l'échafaud sur lequel montèrent les quatre sergents de la Rochelle ! Pourquoi parlez-vous de discipline révolutionnaire, quand vous regardez comme négligeable la discipline militaire ; quand vous refusez de subir, si l'envie vous en prend, la consigne de régiment qui oblige à plier l'échine sous l'ordre d'un colonel ?... Encore une fois, réfléchissez ! Tout un coin de la France a la fièvre de la faim ; dans une commune on a sonné le tocsin, et le sang a coulé. Au lieu de s'éloigner avec horreur, il faut aller du côté des malheureux que le sang aveugle, il faut couvrir du manteau d'une idée les corps déjà froids, ou ceux que la vengeance va trouer de coups de fourche... Notre plan était d'appeler aux armes tout le long du chemin, en marchant sur Buzançais... On lançait sur l'émeute votre régiment. Arrivé devant nous, vous sortiez des rangs avec votre compagnie, et vous refusiez de tirer, et vous saluiez de l'épée notre peloton républicain... Et voilà, maintenant, que parce que Juliard vous apprend qu'il a quitté Buzançais alors qu'on allait tuer Chambert, vous disparaissez ! C'est là un acte de faiblesse...

— Vous devriez dire de lâcheté, fit le capitaine avec un sourire amer et d'une voix étranglée.

— Je ne vous crois pas lâche comme un conscrit qui tremble dans sa peau, mais vous n'avez pas le courage qu'il faut : conspirateur formaliste qui avez peur des rencontres non réglées d'avance, et qui laissez fuir une occasion unique de guerre sociale, parce que les blousiers ont pris les devants, parce que ce sont des faulx et des fourches qui

ont commencé le branle !... Ah ! monsieur ! vous aimez peut-être la République, mais, tenez, vous n'aimez pas les pauvres !

Le capitaine se leva.

— Je ne mérite plus d'être appelé « citoyen », paraît-il ?

Il dit cela avec ironie, et en jetant comme un regard de dédain sur le vieux Bonnel. La confusion était dans le comité. Tout bas, on avait échangé ses impressions, on commençait à les dire tout haut ; quelques-uns approuvaient Bonnel ; d'autres trouvaient que l'officier avait raison. Ces frères de conspiration commençaient à se regarder comme se regardent des ennemis.

Un partisan de la bataille, au masque tragique, avec une tête de puritain, s'avança presque menaçant contre le capitaine, qui s'en prit à Bonnel.

— Vous allez me faire assommer par vos hommes ?

Bonnel n'entendit pas bien, mais devina une injure. Il fit, contre le capitaine, un geste violent que tout le monde remarqua. L'officier, gardant son sourire méprisant, dit :

— Si vous n'aviez pas à aller commander les fourches et les faulx de Buzançais, et si vous n'étiez pas hors d'âge, ce serait à vous demander raison !

Cette parole tomba comme de l'huile sur le feu. Ceux qui pensaient comme Bonnel entrèrent dans le débat.

— Il faut s'attendre à tout d'un homme du « National » !

— Et à rien d'un « suivant » de Blanqui, riposta le capitaine.

Les propos cruels étaient déchaînés. On se menaçait ouvertement. Juliard lança un appel de détresse :

— Tandis que nous nous querellons, on se tue là-bas !

A ce moment même, il y eut du bruit dans l'escalier et l'on frappa à la porte. Le silence se fit : on entendit le mot d'ordre des sections. Un

jeune homme entra. Il serra la main de ceux qui le reçurent, fit un signe d'amitié à tous, et un salut militaire au capitaine. C'était le sergent auquel Bonnel avait fait allusion, qui était affilié comme son chef au comité républicain. Il était vêtu, lui aussi, en bourgeois, mais gardait, sous ses vêtements civils, le type volontiers joyeux et crâne du sous-officier de vingt-cinq ans.

On l'entoura, l'interrogeant, car il ne devait pas venir à la réunion. Quel événement l'amenait ? Y avait-il une nouvelle ?

— Oui, et une grosse ! fit-il, en tirant de sa poche un papier où étaient quelques lignes écrites au crayon.

On se pressa pour regarder.

— C'est la copie d'une lettre que j'ai reçue, ce matin même, de l'ancien sergent qui me présenta à la section avant de quitter le régiment. Je me suis échappé de la caserne pour vous l'apporter.

Il lut :

« Vous êtes trahis ; le traître doit être un des vôtres. Des mandats d'amener sont lancés contre vous. Toute tentative d'insurrection est inutile. Le comité directeur la désapprouve. » C'était signé : « Delahodde ».

Il y eut un moment de stupeur. Tous ces hommes, l'instant d'avant si excités, si vibrants, eurent l'air tout à coup découragés et abattus. Juliard retrouva le premier son sang-froid et eut un cri de déception :

— Je le sentais bien, que tout cela devait finir en eau de boudin !

— Mais tout n'est pas fini ! riposta Bonnel. Cette lettre n'est pas un acte officiel du comité ! Elle n'arrive pas de lui en droite ligne !

— Pardon, dit le sergent, il y a le cachet et les signes dont nous sommes convenus avec ceux de Paris.

Il fit, en même temps, passer la pièce et ajouta :

— Elle m'est arrivée par la voie qu'ont prises toutes les communications des chefs.

— Il y a là-dedans, fit remarquer Bonnel, un mot terrible : celui qui parle de trahison. A ce compte-là, un de nous serait coupable... Cette phrase me donne la défiance du message. Nous nous connaissons tous, et nous savons que nous sommes d'honnêtes gens. Vous êtes sûr de ce Delahodde ? fit-il en se retournant vers le sergent.

Le sergent répondit :

— Il était sous-officier dans la garnison où j'étais ; un garçon intelligent, instruit... et qui nous a été désigné comme chef des affiliations dans les régiments (1).

— Croyez-vous, citoyens, s'écria Bonnel, que des révolutionnaires doivent obéir, les yeux clos et les oreilles bouchées, à un conseil venu de loin, et qu'on soit tenu d'accepter des contrordres qui jurent avec la fièvre dont le pays est dévoré ?

Le garçon au masque tragique, à la tête maigre, aux cheveux ras, fit un signe qui voulait dire : « non ! » Deux ou trois autres encore semblèrent approuver Bonnel, dont l'accent indiquait l'envie de passer outre. Mais le plus grand nombre parla, comme avait fait l'officier, de la discipline, du respect de la consigne, de la nécessité de ne pas mettre des canons de fusil comme des bâtons dans les roues, en travers des renseignements et des opinions de ceux de Paris, qui tenaient le commandement et les rênes de la grande conspiration républicaine...

— Juliard, que dites-vous ?

— Oh ! moi, vous le savez bien, je suis un irrégulier, et j'ai plus envie de rire au nez des chefs que de les écouter ! Donc je pense que, dès qu'il y a prétexte à faire parler la poudre, il faut le saisir par le pan des redingotes ou par le pan des blouses ! Je ne crois guère qu'à une propagande...

Il fit le geste d'épauler et de mettre en joue.

(1) Mouchard, par la suite démasqué, a laissé un livre : « Les Sociétés secrètes et le Parti républicain de 1830 à 1848 », extrêmement curieux. (Lanier, éditeur, rue de Bussy, 1850.)

— Nos centurions, nos décurions de sociétés secrètes, qu'est-ce que cela signifie ? Quelle farce, et quels farceurs, si ce sont eux qui détiennent dans leur poche la défense ou la liberté de se jeter au milieu de paysans affamés, pour les mettre en ligne contre les soldats !

Il blessait le respect du vocabulaire orthodoxe incrusté dans les cervelles de la plupart, et il y eut, contre lui, un murmure de colère. La querelle du capitaine et de Bonnel recommençait. Les hommes du « National » ou de la « Réforme » allaient se reprendre à partie.

Mais encore un incident imprévu détourna l'orage. L'homme qui donnait asile aux conjurés entra tout à coup et annonça d'une voix émue que le commissaire de police approchait avec le procureur du roi de Châteauroux.

— Ils sont seuls ?

— Oui ; mais j'ai aperçu sur la lisière du bois un rassemblement de pantalons rouges.

— Nous allons être arrêtés ! dirent-ils tous en même temps.

— Non ; puisque vous avez cinq minutes d'avance sur les magistrats et une demi-heure sur les soldats.

Il indiqua par où il fallait passer.

— Où nous rejoindrons-nous ? Abandonnons-nous la partie ? demanda Bonnel.

— Il n'y a rien à faire, puisque nous sommes découverts. Il n'y a qu'à se garer des gendarmes et à attendre le moment de recommencer.

— De recommencer quoi ? fit Juliard ricanant.

Celui qui avait parlé le regarda d'un air irrité ; mais Juliard soutint le regard et le pli de sa bouche resta amer et dédaigneux.

— Vous ne sortez pas ? lui dit le capitaine.

— Je reste avec ce « civil », répondit Juliard en montrant Bonnel, qui, au lieu de chercher le chemin du salut, s'était assis et demeurait là, immobile, la tête penchée, les yeux à terre.

Le capitaine s'arrêta un moment sur le mot de Juliard, qui crut que, cette fois, le « National »

allait répondre à la « Réforme » en montrant son épée. Mais la réflexion prit le dessus dans l'esprit étroit de l'officier. Au lieu d'un geste impertinent, il salua d'un geste grave et triste, puis s'éloigna. Juliard et Bonnel restèrent seuls.

VII

Le docteur rompit le silence.

— C'est à se brûler la cervelle !... Les uns reculent, les autres trahissent... Quel est celui qui a trahi ?

— Vous chercherez plus tard, échappez-vous d'abord, dit l'avertisseur.

Bonnel ne bougeait pas. Juliard s'approcha de lui : il venait de se frapper le front et de trouver une idée... une bonne idée !

— Nous avons de quoi soutenir un siège avec les fusils et les munitions qui sont ici. Si nous tirions sur ce commissaire et ce procureur du roi ?... Si nous descendions quelques lignards ?... Si nous plantions ça à la fenêtre ?... ajouta-t-il en sautant sur une écharpe rouge. Si nous nous faisions tuer là-dessous ?

— Vous êtes fou ! cria le maître de la maison en lui prenant le bras et en le tirant dehors.

Oui, nous sommes fous, mon pauvre Juliard, dit Bonnel en se levant. Nous ne pouvons pas, de désespoir, faire tuer cet homme et les siens !... Nous ne pouvons pas, non plus, faire de notre mort un prêtexte à l'arrestation des vivants.

Il se tourna vers l'hôte.

— Granger, vous avez eu du dévouement et du courage. Nous ne vous en récompenserons pas en aggravant les périls que vous courez déjà. Nous vous remercions, au contraire, malgré l'occasion manquée, malgré les nouvelles de trahison.

Il lui tendit la main. Juliard aussi lui dit adieu, et ils partirent.

Abrités derrière un arbre ils interrogèrent du regard la campagne où l'on remarquait sur la gauche une tache noire, c'étaient le procureur et le commissaire ; et, dans le fond, une tache rouge, c'étaient les soldats.

— Prenons par le fourré, dit le docteur.

Ils s'engagèrent dans un fouillis de buissons morts et de grandes herbes d'hiver, se baissant pour n'être pas vus. A une minute, cependant, le docteur releva la tête pour regarder autour de lui. Comme un éclair, un coup de feu fulgura.

Juliard, se relevant à son tour, n'aperçut plus Bonnel. Celui-ci s'était abattu de tout son long, avec un trou, comme une cocarde rouge, au front. Il poussa un gémissement et dit :

— J'ai une balle dans la tempe.

Il était étendu sur la terre noire, pâle autant qu'un cadavre. Une petite flaque d'eau était près de là, luisante comme une cassure de miroir. Juliard y trempa ses mains et vint les appliquer sur le front du vieillard, qui eut un soupir d'aise, ouvrit à demi les yeux et les lèvres, pour retomber, une seconde après, dans le mutisme et l'immobilité ! Mais le cœur battait toujours : la vie n'avait pas fui, la peau était chaude encore. Malheureusement, l'air était glacé, le froid du ciel et le froid de la mort allaient se marier ensemble pour achever ce blessé.

— Que faire ?

Juliard n'avait pas songé au risque de se tenir à découvert, pendant qu'il allait et venait de la petite mare à l'agonisant ; il n'avait pas pensé aux récidives pouvant venir du coin mystérieux d'où était partie la première balle. Lorsqu'il résolut d'emporter Bonnel, il dut se redresser de toute sa taille. Alors il eut le frisson de ceux qui croient qu'on va les tuer. Mais rien ne bougea autour de lui, et le silence resta profond et triste, dans la plaine et sur la forêt.

Il défia le péril, tint sa tête haute comme une cible, pour savoir tout de suite si l'on allait tirer, et s'il devait tomber lui aussi. Dans sa conviction qu'il était visé et marqué d'avance, il prit figure

d'attaque, aspira à pleins poumons le vent, eut l'air de menacer le meurtrier invisible... et attendit. Mais l'air ne fut pas écorché par la poudre ; Juliard ne vit rien, n'entendit rien.

Il regarda du côté des soldats, instinctivement. C'était un geste machinal et inutile, car ils étaient trop loin pour l'atteindre, trop loin pour avoir tenté de mettre quelqu'un en joue : ce n'était pas de chez eux qu'avait pu arriver le plomb. D'ailleurs, la vivacité de l'explosion indiquait qu'on avait tiré de près. Il renouvela son enquête muette, sonda de nouveau l'horizon.

Le procureur du roi et le commissaire avançaient lentement, vêtus en bourgeois, bardés de solennité, et suivis de tout un fretin de justice en redingotes râpées, fretin que l'homme qui avait donné asile aux conjurés n'avait pu voir. A droite, du côté où le meurtrier devait s'être mis à l'affût, le terrain paraissait désert et libre, mais vide aussi. Pas une cabane proche où porter le fardeau humain. Juliard prit parti.

Tan pis ! Il allait retourner dans la maison dénoncée. En effet, il ne s'agissait plus d'avoir peur de la prison pour Bonnel ensanglanté : il s'agissait d'essayer de lui sauver la vie !

Une impulsion lui vint. Au lieu de se dérober au commissaire et au procureur en marche contre les républicains, il alla au-devant d'eux en criant de loin : « Au secours ! » Il les appela ainsi, par deux fois, prenant soin de montrer qu'il était désarmé, levant les bras, la tête nue. Quand il fut proche, il prévint toute explication :

— Faites-moi prisonnier, ça m'est égal, mais sauvons l'homme qui râle.

Les magistrats avaient paru tout effrayés quand il avait couru de leur côté, mais l'attitude de Juliard les rassura sans éclaircir le mystère. Ils avaient entendu le coup de feu. Quand avait-il été tiré ? Par qui ?... Ils l'ignoraient.

Leurs explications prouvèrent que ce n'était point à leur instigation, ni sur leur ordre, qu'un fusil avait été braqué. Juliard avait eu raison de préférer consoler l'agonie du vieillard plutôt que

de trouver la liberté dans la fuite. Car, lorsqu'il eut ramené les magistrats et leur suite devant le corps étendu parmi les feuilles sèches, la main qu'il avait tenu à serrer se crispa... Bonnel cherchait à faire comprendre qu'il demandait à garder son compagnon de complot et de danger près de son lit de douleur ou de son cercueil.

Juliard décida qu'il ne s'échapperait point. Il en eût décidé autrement, du reste, que c'eût été trop tard. A un moment, il avait cru qu'une voix lui glissait à l'oreille ces deux mots : « Sauvez-vous ! » Mais il voulait ne pas abandonner Bonnel, il voulait dire au revoir au mourant.

Le sentiment de générosité humaine qui avait amené sur les lèvres d'un des magistrats ce conseil de fuir, parce qu'il tenait pour deux hommes de cœur Bonnel et Juliard, tout républicains et conspirateurs qu'ils étaient, dût s'éteindre pour lui laisser « tirer le glaive de la loi », comme il le dit plus tard. Car il avait entre les mains un ordre d'arrêt et de perquisition atteignant tous les conjurés, Bonnel et Juliard en tête, menaçant aussi le domicile où ils s'étaient assemblés.

Dans les champs, avec le ciel gelé pour seul témoin, il avait pu mentir à son rôle ; mais c'était fini maintenant. Parmi ceux qui le suivaient et qui avaient, au premier abord, mine de clercs ou de greffiers, il y a avait deux agents de la police de sûreté de Paris dont l'un tira un signalement de sa poche, le fit passer sous les yeux des autorités, tout en dévisageant Juliard.

— Au nom de la loi...

Juliard ne le laissa pas finir.

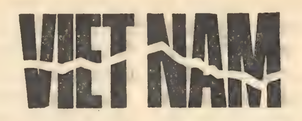
— Mais pendant que vous parlez de votre loi, il meurt, lui !

Il entraîna tout le monde vers la place où le gazon, brûlé par le givre, était gommé de sang.

— Qui a tiré ? murmurèrent les hommes de justice, en prenant des airs réfléchis.

— On cherchera après ! Soignons d'abord celui-ci. Qu'on coure chercher un médecin !... Et nous, transportons-le dans la maison !

ENQUETE A PROPOS DU



(début de l'enquête dans le n° 134 *et suivants)*

LES « TUEURS » EXAGÈRENT...

Plus personne n'est dupe des protestations pacifiques du gouvernement américain en ce qui concerne l'aide technique accordée au Viet-nam du Sud dans sa lutte contre « l'envahisseur » vietcong. Le C.I.A. a beau arroser les consciences vénales de l'Europe et des autres continents, c'est avec un dégoût de moins en moins dissimulé que le public se détourne d'une politique qui est la dégradation de l'humanité. A toutes les ouvertures, tentées par les hommes les plus éminents, en vue de la recherche de conditions de paix, les Etats-Unis répondent par l'affirmation qu'ils sont prêts à engager immédiatement le dialogue, à la CONDITION que... Et cette condition est toujours une condition qu'elle sait inacceptable par celui qui est victime de l'agression. Et de triompher, en endossant à l'adversaire la responsabilité de l'échec de sa tentative de paix. Ou bien encore on s'enfonce un peu plus avant dans l'escalade en accentuant les bombardements au-delà de la limite conventionnelle de la belligérance. Et c'est ainsi qu'au lendemain de la « trève » M. Johnson livre une grande partie de la côte du Viet-nam du Nord à l'extermination à la fois par la flotte, autorisée à violer les eaux territoriales et même à remonter les rivières, ainsi qu'à l'aviation de bombardement. Et puis, avec le plus beau sourire aux lèvres, les commis-voyageurs du Pentagone et de la Maison Blanche affirment que leurs maîtres seront sensibles à toute offre de règlement raisonnable...

Et cela se poursuit ainsi depuis plusieurs années, sans qu'aucune nation ose intervenir pour arrêter le bras du tueur. Les diplomates yankees sont accueillis dans toutes les chancelleries. Chacun sait que c'est une provocation permanente et humiliante pour tous, que c'est une sorte de jeu, de manifestation de volonté de puissance. Que c'est le chantage à la peur. Et c'est aussi pourquoi les Etats-Unis ont vraiment perdu la face devant la conscience mondiale. Peut-être raisonnent-ils comme ce crétin richissime qui disait : « Je suis assez riche pour me payer les amis de mon choix. »

Mais ce jeu criminel nous mène où ? Je dis « nous » parce que ce n'est pas une affaire entre les Etats-Unis et quelques millions de malheureux. C'est une affaire qui porte en elle — de toute façon — le danger d'une nouvelle guerre mondiale. L'énervement gagne déjà les Américains eux-mêmes, qui commencent à parler ouvertement de

« déclaration de guerre ». Prise de température d'une population psychiquement stérilisée ? Ou nouvelle manœuvre de poker ? Sans doute, le Pentagone ne désespère-t-il pas de pouvoir aller jusqu'au bombardement atomique et avoir ainsi la preuve que le monde est mûr pour accepter l'hégémonie du néo-colonialisme américain.

Nous trouvons dans la presse un communiqué qui nous apprend que Richard Russel (pas confondre), président de l'armée, a déclaré devant le Sénat américain que « chaque ennemi tué dans la guerre du Viet-nam coûtait environ 300.000 dollars, soit plus de 15 millions de francs belges ». Un autre sénateur évaluait le cadavre à 350.000 dollars. On nous apprend aussi que plus de 25.000 enfants ont été tués au cours des bombardements.

Qui ose encore parler de conscience humaine, de civilisation, de liberté, de droits, de dignité, devant une telle démence criminelle ? Et vous pouvez vous étonner devant la renaissance du fascisme dans les contrées où les troupes américaines sont en vacances ?

De toute façon, partout et à tout propos, nous devons manifester notre révolte à l'égard de tels abus de puissance qui menacent la paix du monde entier.

Les tueurs exagèrent...

Jean DE BOE

FEUX SUR LE VIET-NAM

LE RETOUR A LA PAIX

EVIDEMMENT cette guerre aura une fin. Vérité de La Palice. Mais que sera-t-elle ? Plusieurs hypothèses s'offrent à l'esprit, les unes et les autres pouvant être valables dans ce monde désaxé. Disons tout de suite, exprimant là une opinion généralement fondée sur les enseignements de l'actualité, qu'une paix acquise par le gouvernement fantoche sud-vietnamien reste du domaine de la plus pure fantaisie. Le serviteur des basses œuvres de l'impérialisme américain ne peut rêver d'indépendance hors la volonté de son seigneur.

PAIX AMERICAINE ? — Nous avons déjà examiné l'un des deux aspects des causes de l'intervention des U.S.A. : sa cause politique.

Fidèle encore au sentimentalisme wilsonnien, l'homme de la rue pense aider le peuple vietnamien à conserver sa liberté. Fier de sa puissance militaire et économique, fermé aux idéologies européennes, dernière héritière d'un capitalisme libéral et trompeur, colosse aux pieds d'argile que le souffle social mettra bas facilement le moment venu, l'ensemble de la nation américaine reste convaincue que la liberté réside dans son capitalisme national, c'est-à-dire dans le capitalisme privé. Ce dernier offrirait, seul,

sa chance à l'individu par les possibilités d'élévation que porte en son sein la libre entreprise.

Il faut ici dire — détail très important — que là où l'Européen parle *droit* l'Américain — ce naïf social — entend *chance*. Nuance. La deuxième cause d'intervention est enfermée dans les barrières économiques, elles-mêmes prisonnières d'idéologies désuètes d'un individualisme contradictoire.

Le sens moral de l'Américain s'est atrophié. Ce n'est pas sa faute. On lui a trop inculqué qu'il était le peuple le plus apte à aider l'humanité, dans sa marche vers l'idéal. Deux guerres mondiales, où son poids a rompu l'équilibre entre les belligérants, n'ont pas été sans influence sur son complexe de supériorité. Or, à part de trop rares exceptions, le boy de la rue ainsi que l'expert en toutes sciences et disciplines pensent « homo economicus ». Les règles de l'économie collective sont les nouvelles divinités terrestres. Un dieu, inaccessible aux intelligences de l'homme et d'une hauteur morale gigantesque, coiffe les dieux matériels dirigeant l'économie mondiale, comme les dieux de l'Olympe — analogie aucunement littéraire — devaient obéissance entière envers Zeus.

Obnubilé par sa suprématie mondiale dans le domaine matériel, Prométhée esclave de sa machine tentaculaire, l'Américain a perdu de vue que les progrès de la science sont non seulement vains, mais, plus encore, dangereux s'ils ne libèrent l'homme de son servage moderne, tyrannique et humiliant : le travail. Pour notre vis-à-vis d'outre-Atlantique, seul le « business » a force de loi et la perte d'un « job » une diminution *morale*.

Trop de slogans — pas même intéressés, comme le pensent naïvement les marxistes, mais plus exactement *inadaptés* — ont gavé dès son plus jeune âge l'Américain — le plus fort dans le monde — et l'ont convaincu que le *rendement* le plus élevé de l'individu dans le domaine de la production fera de son pays le guide du monde terrestre. Il a oublié, en toute bonne foi, que le but du travail n'est pas en lui-même, mais en ses conséquences bénéfiques. Or ces dernières ne peuvent, eu égard les découvertes et les inventions de notre époque, et sans préjuger les révolutions scientifiques prochaines, que conduire l'humanité vers la suprématie du social vassalisant l'économique, comme cette dernière a supplanté irrésistiblement le politique.

(à suivre)

Marcel LEPOIL

A PARAITRE *prochainement* dans « Contre-courant » une étude de Georgette Ryner sur *Danilo Dolci vaincra-t-il la Maffia ?* ; deux articles : l'un de Ch.-Aug. Bontemps, l'autre de A. Bochot, destinés à la rubrique : *l'écho rationaliste,* et des souvenirs : *Bancs de Terre-Neuve et blanche terreur.*

L'ÉCOLE DE LA LIBERTÉ ET SES PIONNIERS

MARIA MONTESSORI 1870 - 1952

(le début de l'étude a paru dans le n° 146)

Avant Montessori il y eut deux éducateurs fort attachés à la lutte contre l'obéissance passive. C'était Pestalozzi : autodidacte génial de Zurich, et Frœbel en Allemagne, qui comparait l'école qu'il avait fondée à un jardin où on cultive toutes sortes de plantes et où le jardinier observe la nature de chacune. C'est de là que date la naissance des jardins d'enfants qui eurent d'abord tant de succès en Allemagne et ensuite dans de nombreux pays. Mais on a pensé que ces deux éducateurs visaient peut-être trop à obtenir des résultats rapides, à produire des fruits prématurés.

Et Maria Montessori trouvera la solution dans l'application d'une méthode d'éducation sans contraintes inutiles. Education chère à Paul Robin, en France, et aussi à Freinet comme à leurs ancêtres Pestalozzi et Frœbel, mais peut-être avec une technique différente. Dans ce sens, on pourrait dire que ce sont les enfants eux-mêmes qui ont dicté les principes d'éducation dont il est question.

Et je me souviens de la surprise des gens qui visitaient une classe de petits montessoriens. Chaque enfant est appliqué et accomplit avec intérêt et recueillement son travail avec l'article du matériel qu'il a choisi. Pas de bruit malgré qu'aucune défense ne soit faite de parler (les enfants d'eux-mêmes parlent bas). Si parfois on entend le chant d'un oiseau, c'est « qu'un matériel naturel » s'ajoute au matériel éducatif, petits animaux comme tortues, grenouilles, oiseaux, et aussi des fleurs en pots que les enfants cultivent et soignent eux-mêmes. La maîtresse s'efface et ne punit jamais. Car Marie Montessori avait pu observer pendant des années que les punitions sont inutiles et sans action bienfaisante sur la nature profonde de l'enfant. (En général l'adulte impose ses goûts à l'enfant sous le prétexte de lui épargner des difficultés.)

Ici, on le laisse les résoudre lui-même après avoir montré une fois pour toutes comment il peut les éviter. On le laisse aussi aider un compagnon librement si celui-ci veut bien l'accepter. Mais il est rare qu'un enfant laisse à un autre le soin d'accomplir une tâche à sa place. Car il tient à tout découvrir lui-même. On peut penser que Montessori est, en quelque sorte, une disciple des Grecs et de Rousseau puisqu'elle s'appliquait à développer le cerveau du jeune enfant au moyen d'exercices *plus encore que par l'action directe* de la pensée, et lorsqu'elle affirme que la discipline intérieure s'établit en même temps que s'opère le contrôle musculaire, elle se rapproche de Rousseau qui éveilla les esprits à l'idée du respect des manifestations de la nature de l'enfant et qui prêcha longtemps *l'éducation par soi-même.*

On retrouve les mêmes idées dans *l'Education intégrale* de Paul Robin, où nous voyons que les directives de la pensée résultent de l'ensemble de l'éducation et de ses moyens et non pas des stupides leçons de morale ou des sermons. Bien entendu, on admet difficilement que les résultats obtenus dès la première enfance retentiront sur toute la vie, et que ce sont les premières années de l'être humain qui laissent le plus d'éléments stables dans la formation du caractère tout en servant d'assise à l'éducation future.

Ce sont elles qui renseignent le mieux sur la nature intime de l'être à venir. C'est le moment où l'enfant entre en relation avec le monde extérieur qu'il doit découvrir. Pensons que la formation du caractère commence à la naissance (voyez l'enfant au berceau attentif à tout ce qui l'entoure). Ce commencement importe énormément et les fautes commises à ce moment se feront sentir sur son comportement futur.

La première enfance est, dans ce pays, stupidement négligée. Maria Montessori disait, et nous l'approuvons, qu'on n'élève pas un homme sans sa participation personnelle et que le principal moyen à la disposition de l'éducateur est d'offrir à l'enfant toutes les occasions de libre épanouissement des bons germes qui sont en lui. Il n'y en a pas que des bons, sans doute, mais la culture des bons amortit souvent les moins bons, voire les mauvais. C'est dans la nature des choses.

J'ai parlé d'exercice et de contrôle musculaires : il ne s'agit pas de gymnastique, mais d'un matériel éducatif dont chaque objet, chaque article a un but déterminé, puis, après lui en avoir montré l'usage, on laisse l'enfant s'en servir à son gré. L'éducatrice ne force pas, n'insiste pas, n'influence pas, elle attend, elle observe, elle respecte. « Elle suit le développement », selon une expression chère à Paul Robin.

L'éducatrice a compris que tout effort de l'enfant doit être le fruit d'un travail bien à lui. Elle sait qu'elle doit laisser l'être embryonnaire se développer selon ses lois intérieures. Elle ne doit pas troubler, par son intervention intempestive, l'immense travail que représente l'élaboration de la personne humaine chez l'enfant. Elle sait *qu'elle ne peut rien directement,* ni sur la culture ni sur la discipline. Et qu'il faut avoir la foi la plus entière dans les forces intérieures de l'âme enfantine. La mission de l'éducateur est de préparer une ambiance à l'enfant, de lui procurer le matériel qui le fera se concentrer, de l'initier avec exactitude aux exercices de la vie pratique. Elle sait aussi qu'on n'aide pas sa construction morale avec des exhortations ou des punitions, mais en donnant un aliment à son activité, ce qui ne peut se faire par des sermons, toujours inutiles parce que jamais à la portée d'une jeune intelligence. L'enfant tout jeune n'a d'ailleurs pas de raison mais seulement des instincts.

L'enfant a son originalité propre. Il n'est aucunement, sur le plan moral, un adulte en réduction. Il y a des enfants difficiles ! Nous le savons, les difficultés peuvent provenir d'un surplus d'énergie qu'il convient de diriger plutôt que de réprimer. C'est sans doute un point de vue. Mais Montessori avait fait tant d'observations que ce ne peut être de sa part, une idée en l'air. Cette idée, on la retrouve aussi confirmée par Pierre Bovet dans son ouvrage *l'Instinct combatif*. On le sait, l'indépendance est mal tolérée par la morale traditionnelle. Et jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne on prépare l'enfant à l'obligation de recourir aux adultes. On tue le désir d'indépendance au lieu de lui en inculquer l'habitude. Maria Montessori, pour cela, considérait comme une infériorité morale de ne pouvoir se servir soi-même. Elle disait : « Le paralytique qui ne peut enlever ses chaussures à cause d'un fait pathologique et le prince qui ne peut enlever les siennes à cause d'un fait social sont vraiment réduits à la même condition. » Et elle raillait cette prétendue liberté qui n'est que le résultat d'une situation sociale permettant de commander aux autres sans l'être soi-même.

Si dans les classes montessoriennes on ne punit pas, généralement, on ne récompense pas non plus. Aucun enfant ne travaille pour dépasser les autres, mais plutôt pour se dépasser lui-même. Le dépassement, cette espèce de compétition entre les enfants, est jugé inutile. Ainsi on n'alimente pas la vanité des plus forts, l'humiliation des plus faibles, et on ne donne pas prise à la jalousie, à l'envie, à la rivalité, toutes choses condamnées par Paul Robin et ses prédécesseurs, mais que beaucoup de maîtres cultivent comme d'indispensables facteurs d'émulation dans l'éducation consacrée. En passant, il est vraiment curieux de voir se ressembler jusqu'à l'identité les conceptions de deux éducateurs de formation si opposée mais qui se rejoignent, au point qu'on retrouve chez l'un toutes les idées de liberté exprimées par l'autre. Chrétienne, Maria Montessori était aussi libertaire que Paul Robin — du moins dans ce domaine...

Avant de passer à une petite description du matériel éducatif, nous ajouterons encore qu'à l'époque de transformation que nous vivons la façon d'envisager la formation morale de l'enfant est presque un crime. Le pays où nous sommes est le seul qui n'ait pas laissé pénétrer ces principes de liberté dans ses écoles. En Suède, en Belgique, en Hollande, en Suisse, cet esprit baigne en partie la vie scolaire dans les établissements officiels et complètement dans des institutions privées.

Il existe bien, en France, depuis 1945 dans un certain nombre de lycées des classes dites « nouvelles » qui se piquent d'appliquer les méthodes actives. A ce propos deux constatations s'imposent : tout d'abord ces classes, quel qu'en soit le nombre officiellement proclamé, ne sont guère qu'une très petite minorité. Elles n'existent,

ne sont tolérées, qu'à titre d'expérience. Et l'atmosphère dans laquelle ces essais se sont développés fait prévoir plutôt leur suppression que leur généralisation.

Ces classes n'ont reçu que peu d'encouragements officiels des autorités administratives. On les tourne en dérision et le corps professoral les considère comme des classes pour enfants peu intelligents. On les trouve même trop proches de la plèbe. Quant à l'école primaire, véritable préfiguration de la caserne, elle est trop peu éclairée pour combler l'abîme qui la sépare de la vie, depuis la fin du siècle dernier.

Les principes de l'éducation active de la première enfance auraient leur place dans nos écoles maternelles. Certaines institutrices les laissent parfois filtrer, mais à leurs risques et périls et n'y sont pas encouragées.

On comprend pourquoi en songeant qu'on ne peut permettre de laisser pénétrer des germes de liberté dans l'esprit du jeune enfant : on craint trop qu'ils ne s'épanouissent ! C'est pour cela que tous les régimes de dictature ont fait fermer les écoles Montessori et actives, intolérables pour Hitler et Mussolini qui les fit remplacer par des écoles catholiques où on exigeait le salut fasciste des enfants de tous âges. C'est bien dans cet esprit qu'on les met ici sous le boisseau.

(Suite de l'étude dans le numéro suivant.)

Marcel RENOT

Bientôt :

UNE GRANDE ENQUETE SUR LE DESTIN DU CAPITALISME

1°) Le capitalisme est-il sur son déclin ?

2°) Sa transformation (en cours) lui sera-t-elle au contraire favorable ?

3°) L'automation et ses conséquences peuvent-elles lui être funestes ?

4°) S'il doit disparaître, par quoi le remplacer ?

5°) Enfin, le capitalisme d'Etat des pays de l'Est et de la Chine populaire est-il une solution acceptable ?



AUTOPSIE
DE L'IMPRIMÉ

HISTOIRE DU DRAPEAU ROUGE par *Maurice Dommanget.* — L'historien de Blanqui, et du mouvement ouvrier et paysan, vient d'ajouter un titre à sa nombreuse et scrupuleuse production concernant le socialisme et ce qui s'y rapporte. Aux *éditions de Spartacus* il avait effleuré le sujet avec : *la Révolution de* 1948 *et le drapeau rouge,* petit volume difficile à trouver aujourd'hui. Sa nouvelle œuvre, publiée aux *éditions de l'Etoile,* où parurent déjà : *l'Enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune,* se présente sous la forme d'un fort volume extrêmement documenté.

Ce travail de bénédiction est mené de main de maître. Cela n'étonnera pas les lecteurs habituels de notre camarade qui savent combien il apporte de minutieuse attention à ses travaux, et combien il sait éviter les embûches et surmonter les difficultés de la recherche historique. Ce qui est rare et mérite d'être signalé, la facilité étant le défaut majeur de trop d'historiens. Le livre de Dommanget apporte sur un sujet, jamais traité à fond, des révélations fort intéressantes. A savoir, par exemple, qu'en juillet 1791 le drapeau rouge précéda les forces de l' « ordre » qui massacrèrent les pétitionnaires parisiens au champ de Mars et que longtemps il fut exécré par les foules qui se révoltaient.

Révélations, ici, est peut-être beaucoup dire pour ceux qui ont étudié d'un peu près la Révolution française ; mais combien se sont contentés de la fameuse « sortie » de Lamartine pour se croire renseignés à ce sujet ? Le drapeau de la loi martiale fut adopté, bien plus tard, au cours des insurrections populaires que Dommanget suit pas à pas jusqu'à la Commune, se réservant par la suite d'en signaler sa popularité au cours des mouvements de masse et des événements de toute autre nature qui se sont déroulés de 1871 à 1914 ; puis au cours de l'entre-deux-guerres.

Non seulement l'*Histoire du drapeau rouge* sera d'une utilité indiscutable pour tous ceux qui se livreront à l'étude des réactions légitimes contre le pouvoir établi, mais l'œuvre intéressera également ceux qui, férus de sociologie, auront la possibilité de s'y référer parce qu'elle figurera en bonne place sur un rayon de leur bibliothèque. Dans les pièces annexes sont insérées neuf pièces de vers sur la rouge bannière et deux articles l'un de Vallès, l'autre de Jaurès sur ladite. (Un volume, cartonné, 500 pages, franco : 31,70.)

Peer LAVIRGULE

EN VUE DE L'IDÉE D'INDIVISION

NOUS sommes un moment présent de l'universelle présence des choses. Nos parents, nos grands-parents, nos ancêtres... les animaux et végétaux préhistoriques de la biosphère terrestre sont, ou ont été, des moments d'univers. Nous sommes l'actuelle substance des choses où, selon la définition de Leibniz, « le détail des changements est comme dans la source ».

Il n'y a pas de substance détaillante de spiritualité hors de notre Corps qui baigne et ne fait qu'un avec l'électro-magnétisme universel. Nous y attribuer une spiritualité autonome, c'est la dénombrer partout et en faire une sommation dans l'idée de Dieu, ce qui ne nous sort pas du cercle vicieux du Moi.

Evidemment, quand je vois, je suis bien certain que c'est Moi-qui-voit. Quand j'imagine la réalité et que cette imagination s'adapte exactement à cette réalité que je puis explorer, je suis devant l'évidence d'un Moi qui a imaginé donc d'un Moi dont je dis qu'il a la *faculté* d'imaginer ; mais notre fameuse *faculté* d'avoir de l'esprit ne manque-t-elle pas d'esprit critique ? Car le Moi peut faire partie de l'imagination comme l'imagination fait déjà partie de l'univers biologique quand elle se manifeste dans le mimétisme des papillons et des fleurs, par exemple.

Notre certitude d'être est la preuve que notre Corps est vivant et autonome. Notre conscience du Moi est solidaire de la transcendantalité de notre Corps, elle est sa présence d'univers, mais cette action de présence saute aux yeux déjà si nous l'observons dans le comportement d'une amibe qui possède avec évidence la liberté de ses pseudopodes.

Notre évidente intimité, donc d'autonomie, ne prouve

---

pas que nous soyons libres d'être autre chose que le Corps humain, pas plus, pour employer l'exemple de Nietzsche, l'oiseau de proie n'est libre d'être un agneau. Le Corps humain baigne dans toutes les actions réciproques corporelles passées et présentes, actualisées par le verbe dans une polarité objective et subjective, avec l'apparition d'un Moi qui dit « mon Corps », tandis que tout aussi bien c'est le Corps qui dit « Moi », s'accommodant de son milieu par rapport aux autres milieux, se contentant de son nationalisme ou de ses amitiés qui sont pour lui ses confirmations d'être.

Mais l'électro-magnétisme (qui est tout aussi subjectif qu'objectif à notre échelle humaine, puisque nous voyons) n'est pas ce qu'il serait s'il était par lui-même. Il est l'onde d'action que chaque corpuscule électronique et que chaque corps biologique transcendantalise de sa présence vivante pour y intégrer l'Univers à son échelle.

A nous qui ne sommes pas autre chose que des Corps vivants de définir l'universalité de présence du *corps humain,* dans le monde antinomique du Moi que nous abordons entre nous... laissant de côté, tel qu'il est objectivement, celui social des autonomies antagonistes dont le matérialisme historique découle dans le passé et le présent de nos affirmations réciproques, comme il en découlera dans l'avenir.

G. LARDIER

PANORAMA DU MONDE



LE PROBLEME DEMOGRAPHIQUE EN ALLEMAGNE DE L'EST

La législation de l'emploi des méthodes contraceptives en R.D.A. est toute récente.

La situation démographique du pays a soulevé de grosses difficultés : la population active, les générations moyennes ont été durement atteintes par la guerre. Les experts ont calculé que la cote des naissances devrait être de 2,7 en moyenne par famille pour rétablir une composition normale. Il n'allait donc pas de l'intérêt de l'Etat de freiner les naissances. Mais en même temps, la pénurie de main-d'œuvre, et surtout de main-d'œuvre masculine, a amené un grand nombre de femmes (72 %) à travailler et, souvent, à occuper des postes astreignants ; elles ont alors un double métier, une double responsabilité : leurs charges sont plus lourdes, leur fatigue plus grande.

Sans doute, les mesures de protection de la femme et de l'enfant ont été développées : soutien financier à la naissance ; congés de maternité de quatorze semaines

avec 90 % du salaire et maintien assuré du poste de travail pendant un an ; crèches et jardins d'enfants (en 1964, les maternelles ont accueilli 495 enfants sur 1.000, les crèches 126,2 sur 1.000). Mais ces mesures sont loin de satisfaire les demandes. Et surtout il fallait permettre à la femme de choisir elle-même, selon sa situation et ses problèmes, le moment de sa maternité afin qu'elle puisse en jouir pleinement.

Les lois d'un « planning familial » ont donc été adoptées et le contrôle des naissances autorisé.

Les centres de « consultation familiale » et les gynécologues sont habilités à prescrire, après examen médical, un produit anticonceptionnel comme la pilule « oveiston ». Toute femme mariée ou célibataire, qui ne présente pas de troubles majeurs, pourra utiliser l'oveiston. Toutefois, au cas où sa constitution présenterait certains déséquilibres que la pilule risquerait d'aggraver, le gynécologue prescrira seulement l'utilisation d'un pessaire intra-utérin.

Cette dernière méthode n'offre pas de garantie absolue de non-fécondation. D'ailleurs, un certain nombre de femmes, sous le poids de traditions ot d'influences, hésitent encore à confier leur problème au médecin ou à recourir aux contraceptifs. L'éventualité d'une grossesse non désirée n'est donc pas exclue. Les lois concernant l'avortement ont été assouplies. Désormais, l'interruption artificielle d'une grossesse peut être pratiquée chez toute femme de plus de quarante ans ou lorsque quatre accouchements se sont succédé à des intervalles de moins de quinze mois en moyenne ou lorsque la grossesse survient six mois après la dernière naissance ; soit à la sixième grossesse, ou si la santé de la mère ou de l'enfant est en danger, et enfin chez les mineurs de moins de seize ans. Toutefois l'embryon ne doit pas avoir plus de douze semaines, et six mois doivent séparer deux avortements artificiels. On espère ainsi faire baisser le nombre d'avortements illégaux qu'on a évalué en 1963 à près de 60.000 !

L'efficacité des centres dépend pour une grande part de l'influence des conseillères, de leurs qualités, de la confiance qu'elles savent faire naître. Leur travail ne se limite pas à une simple planification des naissances. Les couples sont en droit d'attendre des doctoresses et du centre une aide morale également s'ils éprouvent le besoin de confier leurs problèmes, d'en discuter avec des spécialistes.

Le concept de « planning familial » recouvre donc, en R.D.A., une réalité assez large. Ce mouvement peut, par conséquent, revêtir une certaine importance pour la formation et la vie d'un couple. Mais il ne saurait en aucun cas remplacer l'éducation des jeunes dès l'enfance, leur préparation à la vie sexuelle et affective.

En 1958, une commission de pédagogues avait déjà souligné l'importance d'une éducation sexuelle échelonnée de la maternelle aux classes terminales. Les éducatrices doivent d'abord répondre aux question des enfants et

leur donner des explications claires et simples. Puis, de classe en classe, le professeur habituel dans le premier cycle, le professeur de biologie ensuite, précisera et approfondira ces explications.

Nous avons assisté à l'une de ces leçons à l'école Heinrich-Heine, au centre de Berlin. Filles et garçons d'une quinzaine d'années, loin d'assister passivement au chorus, ont posé à leur professeur de biologie toutes sortes de questions. « A partir de quel âge une jeune fille peut-elle avoir des rapports sexuels avec un garçon ? Maman dit qu'il faut attendre le mariage. » ... « Les filles sont, par périodes, très nerveuses ; cela a-t-il un rapport avec la menstruation ? Nous les garçons, nous devrions alors être plus compréhensifs, plus prévenants ? » ... Il était intéressant de voir comment l'éducateur s'efforçait toujours de lier les explications purement scientifiques et les considérations morales et affectives, montrant ainsi aux jeunes tous les aspects de la vie et de leurs responsabilités.

Bien sûr, cela suppose que le professeur sache établir une atmosphère de sympathie, ait un bon contact avec ses élèves et n'esquive aucune de leurs questions afin de les amener à exposer leurs problèmes en toute franchise et simplement. Ce n'est pas encore le cas de tous les pédagogues et c'est ce qui explique que cet enseignement sexuel ne soit pas répandu dans toutes les écoles, comme il devrait l'être.

Au début de 1966, le ministère a chargé un groupe de recherche de « pédagogie sexuelle » des problèmes de formation des éducateurs et des parents. Parmi les vingt-deux membres de ce groupe, des psychologues, des pédagogues, des médecins, des juristes et des philosophes. « Notre but, dit le responsable de ce groupe, Hans Grassel, est de contribuer à l'amélioration de la formation des maîtres et des éducatrices, de leur permettre d'entretenir leurs connaissances en leur fournissant le matériel approprié. Mais cela ne suffit pas : ce qui est déterminant, c'est la méthode du maître. Sa personnalité et sa formation pédagogique sont essentielles. »

En outre, la publication d'ouvrages adaptés aux différents âges permet aux parents et aux éducateurs de mieux aider les enfants à découvrir le mécanisme de la vie. L'effet de cette éducation et les modifications de la mentalité et de la formation des adolescents ne sont sensibles qu'au bout d'un certain nombre d'années ; pourtant, sans aucun doute, on peut déjà noter de gros progrès. La corrélation d'une éducation sexuelle harmonieuse et des possibilités offertes par les centres du « planning familial » de la R.D.A. doit créer les conditions d'épanouissement de l'individu et du bonheur familial.

ECHO D'ALLEMAGNE

Mars 1967. *Berlin-Est.*

LES SPECTACLES

THEATRE

LA FAMILLE ECARLATE, pièce en deux actes de Jean-Loup Dabadie, au *théâtre de Paris*. — Premier acte : le grand-père (Pierre Brasseur), qui ne parle plus depuis neuf ans, reste digne et muet. *On* médite de le supprimer : sa femme (Françoise Rosay), ses deux fils, Aliocha (Christian Alers) et Adolphe (Jean Leuvrais), et les deux belles-filles : Rose (Rosy Varte) et Valentine (Sylvie Favre), et même le petits-fils, Charles (Gérard Lartigau). La famille a l'air complètement loufoque : Aliocha n'est qu'un malheureux professeur chahuté, sa femme une ancienne putain qui joue à la princesse polonaise. Et on empoisonne le vieux. Au second acte tout s'éclaire en restant cependant dans la note. Chacun avait ses raisons de supprimer bon-papa : sa femme par jalousie, car il l'avait plaquée pendant quinze ans ; son premier fils parce qu'il le menait durement ; le second parce qu'il a couché avec Valentine avant de la lui refiler. Leurs épouses lui en veulent : la première parce qu'il s'est moqué d'elle, la seconde, nous l'avons montré, en somme. Ajoutons qu'au fond elle regrettait d'avoir été abandonnée par lui, comme sa propre femme n'a jamais cessé de l'aimer : ambivalence freudienne de névrosés. Une pièce à voir. Quant au gosse, il est déséquilibré par cette bande de dingos, et il finit par se suicider.

Marc-Edouard FLOWER

CINEMA

WILLY BRAQUE : LE CINEASTE FOU. — La mode est au fantastique. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Et les fantasticologues fanatiques maugréent quand le renouvellement des programmes n'apporte pas le vampire hebdomadaire, le monstre libidineux, la « bête venue d'ailleurs » pour enlever une jolie Terrienne (jamais une douairière : ces robots, quand même !) ou toute autre araignée géante associée à un cloporte matiné de gorille. Dans toute cette floraison de personnages de cauchemar, le fou à l'état pur, le délirant qui passe de charmantes (toujours !) orphelines sous la guillotine portative ou la scie à bois devient rare.

Willy Braque, comédien-cascadeur, récemment promu metteur en scène et producteur de court métrage à voulu combler cet oubli fâcheux. Son premier film *L'Enclume* raconte et décrit les cauchemars d'un homme persuadé d'avoir tué son père pendant son enfance. Avec des moyens de fortune Willy Braque a réalisé là un film peu commun, ébouriffant et splendide. La qualité des images et de la photo est extraordinaire. Dans cette histoire, où le rêve et le cauchemar se mêlent étroitement, il a su saisir les cadres *ad hoc,* propres à traduire

le délire : un feu d'artifice, l'incendie d'une colline, une forge paysanne, un lac artificiel, une carrière, etc... Le noir et la couleur ont été alternés, accentuant l'étrangeté du film.

La recherche de Willy Braque n'est en fait pas ordinaire. Ce sont les états extrêmes de l'être qu'il tente de mettre en scène, y compris la folie. Avant d'aborder la mise en scène, Braque était spécialisé dans les rôles de criminel sadique et de tueur fou ; ce qui n'a pas peu contribué à lui donner dans les milieux du cinéma le pseudonyme qui fait le titre de notre article. Ses méthodes de tournage qui en font le Mathieu du cinéma n'ont pas arrangé les choses. Aujourd'hui il prépare un autre film plus délirant que le précédent ; la majeure partie se déroule dans un asile de fous ! Après tout, le talent et la folie sont souvent synonymes.

Edouard DUCOURAU

AUX GROUPES INTERESSES

Je possède un disque 78 tours acheté à Barcelone en 1937. Première face : *Hijos del pueblo, himno anarquista F.A.I. ;* deuxième face : *Las barricadas, himno de la C.N.T.*, édité par l'orchestre du Syndicat Unique des Spectacles publics. Je propose gracieusement ce disque à tout organisme intéressé désireux d'en faire une nouvelle édition. S'adresser à *A. Périer,* les Plaines, (49)-Trélazé.

TOUS AUX MARCHES DE LA PAIX !

Comme chaque année, le Mouvement contre l'Armement Atomique (M.C.A.A.) organise en 1967 des « Marches de la Paix » dans toute la France (découpée à cet effet en 11 régions). Elles auront lieu le 23 avril prochain avec pour thèmes essentiels : lutte pour la paix au Viet-nam, contre la force de frappe française et contre toutes les bombes.

Ces manifestations ont l'avantage de faire connaître l'action pacifique au vaste public des localités traversées. La marche de la région parisienne se déroulera dans la banlieue sud. Le départ est fixé à 9 heures à Charenton-le-Pont, place Aristide-Briand (métro : Charenton-Ecoles). Le cortège passera à 10 heures à Ivry, place de la République (métro : Mairie d'Ivry), et à 11 h. 30 à Arcueil, avenue Paul-Doumer (métro : Laplace). Le défilé se dirigera ensuite vers Montrouge, Malakoff, Vanves. Puis à 14 heures à Issy-les-Moulineaux, rue du Général-Leclerc (métro: Mairie d'Issy), à 15 heures à Boulogne-Billancourt, place Marcel-Sembat (métro : Marcel-Sembat), à 15 h. 30 à Saint-Cloud, place Georges-Clemenceau.

Venez en grand nombre, le 23 avril prochain, manifester votre haine de la guerre et de sa préparation.

LIBRAIRIE SOCIALE (voir page 4)

CATALOGUE mis à jour

Abécassis :	La religion, honte des siècles	6,70
Abensour Léon :	Le problème féministe	4,20
Astier Emmanuel d' :	Sur Staline	3,90
Albert Charles :	L'amour libre	8,70
—	Le socialisme révolutionnaire	2,00
Alfaric P. :	Origines sociales du christianisme	13,10
—	De la foi à la raison	11,10
Alligier Charles :	Socialisme, bolchevisme, France	1,70
Archdeacon :	Le mystère de notre existence terrestre	3,00
***	E. Armant, sa vie, son œuvre par ses amis	16,10
Artsibatchev :	Le baiser au néant (Sanine)	6,70
Arvon Henri :	L'anarchisme	3,90
—	Le bouddhisme	3,90
Auclair M. :	La vie de Jean Jaurès	7,30
Aubery P. :	Milieux juifs de France	21,70
Baby Jean :	Un monde meilleur (recherche marxiste)	13,00
Bainbridge John :	Greta Garbo (illustré)	5,70
Bakounine Michel :	La liberté (extraits)	3,60
—	Dieu et l'Etat	5,00
Balkanski Gr. :	G. Cheïtanov, pages d'histoire bulgare.	9,90
Bartholoni J. :	Wagner et le recul du temps	3,70
Bataille G. :	L'Erotisme	5,10
Bayet Albert :	Histoire de la libre pensée	3,90
Bernal J.-D. :	Discussion sur l'origine de la vie	4,70
Berthier P.-V. :	Chéri-Bonhomme	9,70
—	Mlle Dictateur	11,20
—	L'enfant des ombres	9,25
—	On a tué M. Système	5,70
—	Défense de parler au chauffeur	0,60
—	Un mariage à Ste-Miche	0,60
Besnard Pierre :	Le monde nouveau (éd. originale)	5,00
Biew A. :	Kapitza, père de la bombe atomique russe	3,70
Bishop J. :	Le jour où Lincoln fut assassiné	4,50
Blanqui Auguste :	Ni Dieu ni maître	3,00
Bodin Louise :	La syphilis	1,80
—	Au pays des repopulateurs	2,60
Boffa Giuseppe :	De Staline à K : le grand tournant	13,00
—	Les étapes de la Révolution russe	5,60
Bonnef Léon :	Aubervilliers (roman social)	9,70

UNE DEUXIEME EDITION, en langue française, de l'*Encyclopédie anarchiste,* éditée avant la guerre, et depuis longtemps épuisée, est entreprise simultanément avec une édition en langue espagnole par un groupe libertaire de Caracas en liaison avec nos amis *Tierra y Libertad* de Mexico. Ceux de nos lecteurs qui seraient intéressés par l'une ou l'autre de ces éditions s'adresseront à *Elena Graells,* C.C.P. 87-21, Montpellier, sur la base de 1 dollar U.S.A. le cahier mensuel.

Bonnef frères : La classe ouvrière 9,70
— Marchands de folie 5,60
Bontemps Ch.-Auguste : Paganes 12,70
— L'Homme devant l'Eglise 6,60
— Le Démocrate devant l'autorité. 5,60
— L'Homme et la propriété 5,60
— L'Homme et la race 5,60
— L'Homme et la liberté 8,60
— L'anarchisme et le réel 10,70
— La Femme et la sexualité 12,70
Borden Mary : Technique du mariage 4,20
Bossu Jean : L'Eglise et la sorcellerie 4,10
Bourdet Claude : Les chemins de l'unité 5,60
Bourgin Georges : La Commune 2,80
— Le socialisme 2,80
Bousquet G.-H. : Les Mormons 2,80
Bouthoul Gaston : Biologie sociale 2,80
— La guerre 2,80
— Les mentalités 2,80
— Histoire de la sociologie 2,80
Bouvier R.-Maynial : Le dernier des Mogols 4,10
Bouyé J. et divers : Problèmes contemporains 3,60
Brochon P. : La chanson sociale (Béranger à Brassens). 6,25
Brogan D.-W. : Le Prix de la révolution 7,60
Brotteaux D[r] *:* Le surnaturel dans la vie religieuse 4,60
Broué P. : Les Procès de Moscou 5,50
Brulat Paul : La faiseuse de gloire (la presse) 2,70
Brupbacher F. : Socialisme et liberté 9,70
Buchner Louis : Force et Matière 13,10
Campion Léo : Le roman d'un fripon 4,50
— A toutes fins inutiles 2,50
Castro (J. de) : Livre noir de la faim 7,90
— Géopolitique de la faim 18,20
Cétremoy G. : Religions et sexualisme 7,70

(à suivre)

Directeur de la publication : Louis LOUVET (inscrit sous le n° 21.451)
Paris — Imp. La Ruche Ouvrière — 10, r. de Montmorency (3e)